

Le Midi Rouge

Bulletin de l'Association Maitron Languedoc-Roussillon

N°13, Juin 2009

Directeur de Publication :
Nicolas MARTY
Rédacteur en Chef :
Patrick VAZEILLES
Commission paritaire :
N° ISSN : 1778 – 8927
Imprimerie spéciale de
l'association MAITRON LR
Abonnement institutionnel :
15 euros, port inclus
Abonnement individuel :
7 euros, port inclus
Adhésion (avec
abonnement) :
15 euros, port inclus

Comité de lecture :

André BALENT
Hélène CHAUBIN
Olivier DEDIEU
Raymond HUARD
Nicolas MARTY
Patrick VAZEILLES

TABLE DES MATIÈRES

PRÉSENTATION : p.2

BIOGRAPHIES :

Vassail Michel (par Miquèl Ruquet)..... p. 3
Vallière Louis Victor (Par Olivier Dedieu).....p. 5
Monier Étienne (par Miquèl Ruquet).....p. 5
Galiano Gracia Manuel (par André Balent).....p. 7
Hérault André, Armand, Yves (par André Balent).....p. 9
Gaillard Henri, Albert, Wilfrid (par Jacques Girault et Raymond Huard).....p.12
Le Roy Ladurie Emmanuel (par Hélène Chaubin).....p.13
Erratum [Delcamp]p.17

FICHE DE LECTURE :

Partis et cultures politiques en Languedoc au XX^e siècle. Sociologie du phénomène partisan méridional (par Raymond Huard).....p.18
Cent ans avec le Prolé. Une rétrospective (1908-2008) (par Michel Boissard, Raymond Huard, Claude Mazauric).....p. 19

NOTES DE RECHERCHES :

- *La crise du mouvement antimilitariste dans les Pyrénées-Orientales et l'échec d'une tentative unitaire gauche – ultra gauche en 1909* (Miquèl Ruquet)p. 20
- *L'« École Émancipée » dans l'Hérault. L'hégémonie d'une tendance syndicale. 1^e partie 1935-1945 : de l'union à la Libération* (Olivier Dedieu).....p. 27
- *Journée d'études « Catalans du Nord et Languedociens et l'aide à la République espagnole (1936-1946) », Perpignan, 7 février 2009* (Olivier Dedieu).....p. 34

PRÉSENTATION DU MAITRON

L'historien Jean Maitron a fondé une œuvre sans commune mesure, le *Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier*. Cet ouvrage, appelé communément « le Maitron », recense plus de 100 000 biographies du monde ouvrier, de l'anarchisme au socialisme en passant par le communisme, de la Révolution Française à la seconde guerre mondiale. Après la disparition de son créateur, Claude Pannetier a repris le flambeau. Sous son égide, le dictionnaire (désormais : le *Maitron, dictionnaire biographique mouvement ouvrier mouvement social*) ouvre une nouvelle période de recherche, pour couvrir l'histoire du monde ouvrier de 1940 à mai 1968.

Au-delà du seul dictionnaire, le projet Maitron vise aussi à fédérer les acteurs intéressés par cette histoire, historiens, militants, archivistes, ainsi que toute personne intéressée par ce type de démarche historique. À cette fin a été créé un site internet (<http://biosoc.univ-paris1.fr/>) . Par ailleurs, le Maitron a décidé de favoriser les démarches régionales pour émuler les recherches historiques à cette échelle. C'est dans cette perspective que nous avons créé l'association Maitron Languedoc-Roussillon.

Le but de l'association est lié, dans un premier temps, à la rédaction des notices biographiques du mouvement ouvrier régional. Plus globalement, l'objectif est de médiatiser et de favoriser la connaissance de l'histoire du mouvement ouvrier dans une région, le Languedoc-Roussillon, qui a été un terreau très fertile pour le développement de ce mouvement. C'est dans cette perspective que nous avons entrepris la diffusion de ce bulletin qui a deux grandes finalités. La première est de restituer les figures du mouvement ouvrier (élus, militants politiques, responsables associatifs, intellectuels...) en diffusant leurs biographies. La seconde a pour but de mutualiser les connaissances sur le monde ouvrier et les mouvements sociaux et de favoriser la recherche historique dans ce domaine.

Cette entreprise regroupe des historiens, des archivistes, des militants mobilisés par cette démarche. L'association est ouverte à tous ceux qui seraient intéressés à participer, qu'il s'agisse de rédiger des notices, informer sur l'existence d'archives, proposer de nouveaux projets de recherche ou nous soutenir.

Olivier DEDIEU

Coordonnées :

Maitron Languedoc-Roussillon

CEPEL, Faculté de Droit

39, rue de l'Université, 34 060 Montpellier Cedex

olivier.dedieu@univ-montp1.fr

06 64 88 57 35

Pour tout envoi et règlement, contactez directement le trésorier :

André Balent

29, rue du Vélodrome, 66 100 Perpignan

04 68 67 48 32 ; 04 68 04 87 69

cat-ab-balent@wanadoo.fr.

BIOGRAPHIES :

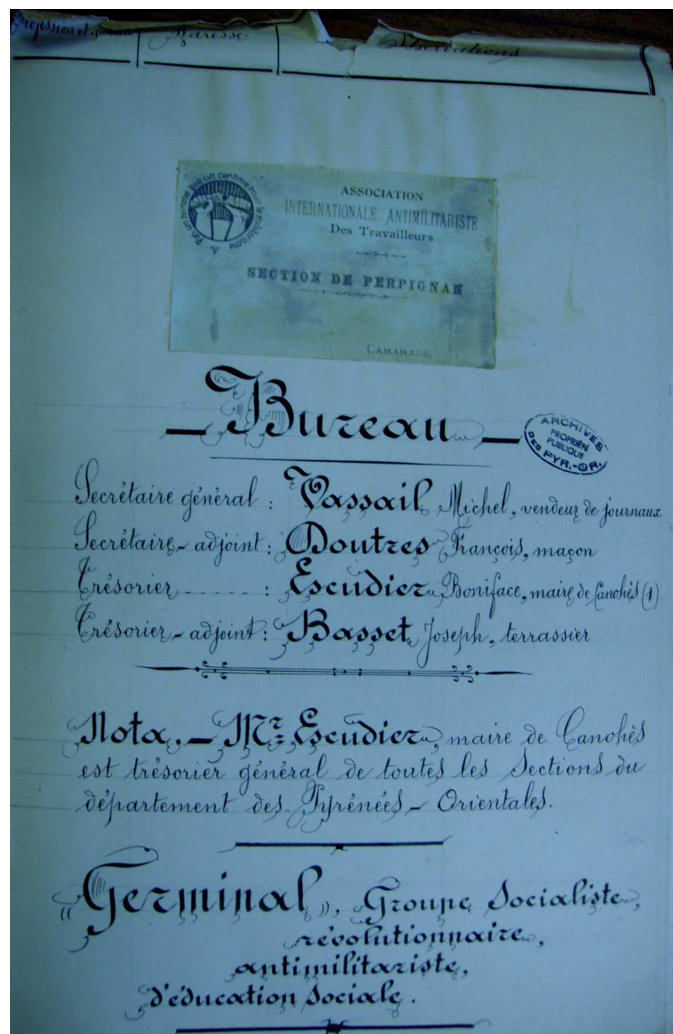
VASSAIL Michel

Né à Vinça (Pyrénées-Orientales) le 3 décembre 1865, mort sûrement à Perpignan (Pyrénées-Orientales) à une date inconnue, marié, sept enfants, anarcho-syndicaliste et antimilitariste.

Vassail Michel est né à Vinça le 3 décembre 1865. Ses parents, Michel Vassail et Anna Sobraquès sont agriculteurs. D'abord typographe, il est ensuite marchand de journaux, « publiciste », c'est-à-dire journaliste, journalier et enfin maçon. Même s'il effectue des périodes militaires du 1^{er} au 29 février 1888 au 160^e régiment d'infanterie, du 30 septembre au 27 octobre 1895 au 12^e RI et du 14 au 27 octobre 1901 au 126^e RTI, il est un des premiers antimilitaristes de Perpignan. La première affiche de l'Association Internationale Antimilitariste (AIA) apposée dans la ville l'a été sur son kiosque en 1905. Cette affiche est selon le commissaire « une provocation au meurtre et à la désobéissance civile ». Il est le secrétaire de la section antimilitariste de Perpignan jusqu'à son départ pour Marseille le 6 mars 1906. Il est remplacé à son poste, ce qui est à remarquer, par une femme, Françoise Marie Lambert dite Castany. À Marseille, il continue son action, puisque la police le signale participant à un meeting antimilitariste le 3 octobre 1907 en compagnie de deux militants des Pyrénées-Orientales. À cette date, il revient à Perpignan et apparaît dans un rapport comme anarchiste se livrant à la propagande antimilitariste. En avril 1909, avec Boniface Escudier*, maire socialiste de Canohès, dirigeant du syndicat des ouvriers agricoles et le maçon François Doutres, il relance Germinal, la section antimilitariste de Perpignan. Il cherche à fédérer les anarchistes et la gauche du parti socialiste dans une organisation commune. Mais lui-même est contesté par les anarchistes illégalistes ou individualistes, partisans de la « propagande par le fait », des attentats. À la réunion du 7 août, Vassail démissionne de son poste de secrétaire de la section, remplacé par François Doutres, son « alter-ego » selon la police. Le 25 octobre 1909, il est redevenu secrétaire et F. Doutres n'est plus que secrétaire-adjoint, B. Escudier ayant toujours le poste de trésorier. Dès le mois de mai 1909, il est inscrit au carnet B avec cinq autres militants des Pyrénées-Orientales. Son inscription sur ce fameux carnet signifie qu'il doit être arrêté dès l'annonce de la mobilisation en cas de guerre. En mars 1914, il est toujours sur la liste avec Boniface Escudier : « [ils] sont toujours dangereux et doivent être maintenus au dit carnet. » Il continue de lutter contre le militarisme à l'intérieur du syndicat des maçons et à la Bourse du Travail. Au 2^e congrès départemental des syndicats de la CGT du 1^{er} au 2 novembre 1910, il présente un rapport très documenté précisant les arguments qui militent en faveur de l'antimilitarisme. Il préconise des mesures immédiates comme l'éducation de la femme, l'éducation des enfants par les femmes et l'éducation des hommes par le syndicat. À ce même congrès, il demande avec Plit du syndicat des boulangers la suppression des armées permanentes. La proposition est approuvée par 22 voix contre 2 et 2 abstentions. En mai 1911, M. Vassail est toujours secrétaire du syndicat des maçons des P.O. À la mobilisation, comme les autres militants inscrits sur le carnet B, il n'est pas inquiété. Il n'est pas mobilisé, appartenant à une classe trop âgée. Il fait l'objet d'une surveillance très étroite de la part de la police, ainsi que tous les anarchistes. Rien de défavorable n'est noté et il semble bien qu'il n'ait jamais établi de liens avec les anarchistes de Paris ou avec les insoumis de Figueres, Étienne Alart et Michel Vidalou, qui correspondent avec François Doutres. Par peur ou trop âgé, il a cessé de militer et en 1926, il est rayé du carnet B. Aucun document ne mentionne la date et le lieu de son décès.

SOURCES : Archives départementales des Pyrénées-Orientales, 5Mi, 729 : registre des naissances d'Ille-sur-Têt (année 1865). —ADPO 1 R 377 : registre matricule de la classe 1885, matricule n° 1082. —ADPO 1 M 588 : rapport du commissariat spécial de Perpignan au préfet du 15 octobre 1907. —ADPO 1 M 588 : rapport du commissaire central au préfet le 2 septembre 1905. —ADPO 1 M 588 : courrier du préfet au commissaire spécial le 10 octobre 1907. —ADPO 1 M 588 : rapport du commissariat spécial de Perpignan : État nominatif des individus résidant dans l'arrondissement de Perpignan, signalés comme se livrant à la propagande antimilitariste le 17 octobre 1907. —ADPO 1 M 588 : iconographie, rapport sur la section Germinal. —ADPO 1 M 784 : rapport du commissaire central au préfet le 24 décembre 1926 (Secret). —ADPO 1 M 782 : rapport du commissaire central au préfet le 25 juin 1909. —ADPO 2 R 227 : rapport du commissaire central de Perpignan au préfet le 11 septembre 1915. —ADPO 2 R 227 : rapport du commissariat central de Perpignan au préfet le 22 septembre 1909. —ADPO 2 R 227 : rapport du commissariat central de Perpignan au préfet le 25 octobre 1909. Bureau définitif de l'AIA, section perpignanaise. —ADPO 1 M 784 : rapport du commissaire central de la ville de Perpignan au préfet le 5 mars 1914. —*La Voix de Peuple* du 8 janvier 1911. —*La Bataille socialiste* n° 51 du samedi 5 novembre 1910. —*La Bataille Syndicaliste* du 24 mai 1911.

Miquèl RUQUET



ADPO, 1 M 588, rapport sur la section Germinal,
photo Miquèl Ruquet

* * *

*

VALLIÈRE Louis, Victor.

Né le 8 octobre 1887 à Agde (Hérault), mort le 29 janvier 1966 dans la même ville ; viticulteur, militant socialiste, USR puis divers gauche ; maire et conseiller général d'Agde.

Fils de Cyrille Vallière, propriétaire viticulteur, Louis Vallière fut grièvement blessé lors de la bataille de Verdun. À l'issue de la guerre, il devint un militant de l'Union héraultaise des anciens combattants et victimes de guerre. Président de l'Association des anciens combattants d'Agde, il fut membre du comité départemental des mutilés, élu au conseil d'administration de l'Union héraultaise, association dont il fut le trésorier départemental en 1932 et 1934 et le vice-président en 1936. Ses activités locales furent aussi liées à la viticulture. Créateur en 1922 d'une mutuelle agricole, il fut aussi président de la distillerie coopérative ainsi que de la caisse locale de crédit agricole avant de devenir administrateur de la caisse régionale. Titulaire du certificat d'études, il fut aussi un acteur culturel local. Membre fondateur de l'*Escolo dau Sarret* en 1932, il participa au Grand cercle et au mouvement du Félibrige.

Dès 1929, il fut élu conseiller municipal d'Agde sur la liste du maire SFIO Jean Félix (voir ce nom). Après le départ de ce dernier de la SFIO, il adhéra à l'USR. 4^e adjoint dès 1929, il fut réélu en 1935, retrouvant ses fonctions d'adjoint de 1939 à la dissolution du conseil municipal par le régime de Vichy. L'hostilité que lui vouait le président local de la Légion des combattants expliqua le refus du préfet d'accepter la proposition de Jean Félix (voir ce nom) de le nommer au conseil municipal durant cette période.

À la Libération, il joua un rôle important dans la reconstitution des associations d'anciens combattants. N'ayant pas appartenu à la Légion française des combattants, il devint l'un des principaux responsables de cette mouvance associative. Président de l'Union héraultaise, il fut vice-président fondateur de l'Union départementale des anciens combattants ainsi que membre du conseil départemental de l'office départemental. Il garda la plupart de ces fonctions jusqu'à son décès. Il resta aussi un acteur agricole important. Trésorier du syndicat des vignerons de Béziers Saint-Pons et de l'union distilleries coopératives du Midi, administrateur de la mutualité agricole du Midi, vice-président de la caisse régionale du crédit agricole du Midi, il fut aussi fondé de pouvoir du domaine de Saint-Paul à Perpignan.

S'il ne reprit pas d'engagements partisans, Louis Vallière revint rapidement sur le devant de la scène politique locale. Dès 1947, son nom fut évoqué pour constituer une liste d'union, alternative à la municipalité radicale sortante et aux communistes. Après avoir renoncé, il revint en politique lors du renouvellement suivant, soutenu par l'ancien maire Jean Félix (voir ce nom). À la tête d'une liste divers gauche, il devint maire d'Agde en 1953, battant le maire sortant, le radical Louis Reboul. Cinq ans plus tard, il devint conseiller général du canton face de nouveau à Louis Reboul. Classé divers gauche, il s'apparenta au groupe socialiste du conseil général alors que la SFIO avait décidé de soutenir sa candidature. Réélu maire en 1959, il fut battu aux élections cantonales de 1964 par le divers droite François Mas soutenu par l'UNR. En 1965, il décida de ne pas se représenter.

SOURCES : Arch. départ. Hérault, 1 M 1167, 30 W 51, 12 W 761, 313 W 1 à 3, 356 W 159, 785 W 16, 1068 W 108. —Arch. Office départemental des anciens combattants et victimes de guerre de l'Hérault—État civil, renseignements fournis par la mairie d'Agde.

Olivier DEDIEU

* * *

*

MONIER Étienne.

**Né à Estagel (Pyrénées-Orientales) le 21 avril 1889, guillotiné à Paris le 21 avril 1913
anarchiste illégaliste, membre de la bande à Bonnot.**

Le 21 avril 1889 Étienne Monier dit « Simentof » est né à Estagel, (Pyrénées-Orientales). Ses parents, Jacques Monier et Élisabeth Monier, sont notés comme propriétaires à l'état-civil de la commune. Au moment du conseil de révision, il réside à Arles-sur-Rhône (Bouches-du-Rhône) où il est jardinier.

Estagel est une commune fortement marquée par l'anarchisme. En 1909, le commissaire central de Perpignan estime que c'est « la localité du département qui compte le plus d'anarchistes. Ils sont 130 à 150 propagandistes et lors des élections parviennent à provoquer 300 abstentions. Ils forment un groupement à part et ont l'intention de fonder une colonie libertaire. » C'est dans cette commune que le 21 juillet 1909, salle Arago à la mairie, 400 à 500 personnes assistent à une conférence de l'anarchiste illégaliste Lorulot, rédacteur de *La Guerre sociale* et de *L'Anarchie*. Ce dernier anime onze conférences dans les Pyrénées-Orientales du 15 au 24 juillet 1909, pour éduquer le mouvement ouvrier à l'antimilitarisme. Monier, devenu proche de Lorulot, l'accompagne ensuite dans ses tournées et rejoint Paris.

Le 4 décembre 1910 il refuse de faire son service militaire au 142^e régiment d'infanterie et il est déclaré insoumis par les autorités militaires. Il change alors d'identité utilisant les papiers d'un ami anarchiste du nom de Samuelis Simentof (né le 15 janvier 1887 à Sîros en Turquie) et part en Belgique où il devient camelot. Il y fait la connaissance des membres belges de la future bande à Bonnot, Callemin et Carouy et des anarchistes exilés comme Garnier, déserteur de l'armée française, et Valet. Ils rejoignent la communauté de Romainville où Victor Kibaltchiche et Rirette Maîtrejean éditent le journal *L'Anarchie* que Lorulot a abandonné. C'est là qu'il se lie avec Jules Bonnot et les autres compagnons illégalistes (que la presse désignera sous le nom de "Bande à Bonnot"), avec qui il participe à certaines actions violentes. Le 25 mars 1912, il est à Montgeron pour le vol d'une automobile (où il y a mort d'homme), puis à Chantilly, où il prend part à l'attaque de la Société Générale, banque où deux employés sont tués. Il se lie avec une jeune couturière, Marie Besse, née le 31 octobre 1894. Le 24 avril 1912, il est arrêté dans un petit hôtel de Belleville.

Lorulot n'est pas inquieté mais se pose la question de sa responsabilité « dans ces hécatombes », peut-être en raison de ses liens avec Monier. Il avait écrit : « Les actes illégaux sont intéressants lorsqu'ils peuvent être faits sérieusement avec des risques minimes et des profits satisfaisants. » (*L'Anarchie*, n° 42 du 25 janvier 1906).

À partir du 3 février 1913, Monier comparaît devant les assises de la Seine avec les survivants et les complices de la bande. Le 27 février, il est condamné à mort avec Raymond Callemin, Eugène Dieudonné et André Soudy. Il est guillotiné le 21 avril 1913. Sur le feuillet matricule sont inscrits au crayon ces trois mots « Guillotiné. Bande Bonnot »

SOURCES: *DBMOF*, version CD.Rom, 1997 : notices de Monier et de Lorulot. —Archives départementales des Pyrénées-Orientales, 5 Mi 200 : acte de naissance d'Etienne Monier. —ADPO 1 M 784 : rapport du commissariat central de Perpignan au préfet, le 26 juillet 1909. —ADPO 1 R 495 : feuillet matricule n° 174 de la classe 1909,. — Jean Maitron, *Ravachol et les anarchistes*, Paris, Gallimard, 1964, 2^{ème} édition 1992, 214 p. [pp. 200-201]. —Jean Maitron, *Le Mouvement anarchiste en France*, tome 1, Paris, Maspero, 1975, 486 p., [430-434]. —Site internet : <http://www.ephemanar.net/aout20.html>

Miquèl RUQUET



Étienne Monier (photo in : [http:// www.ephamanar.net/aout20.html](http://www.ephamanar.net/aout20.html))

* * *
*

GALIANO GRACIA Manuel

Né le 19 août 1913 à Cordoue (Andalousie, Espagne), mort en 1977 à Camprodon (Province de Gérone, Espagne) ; militant du PCE, adhérent de l'UNE, combattant de la Résistance (*Guerrilleros españoles*) dans l'Aude puis dans les Pyrénées-Orientales .

Manuel Galiano, résistant depuis 1942, *guerrillero* espagnol, s'illustra d'abord comme maquisard membre de « groupes de harcèlement » dans l'Aude. Il tua, le 17 février 1942, accompagné du Catalan Anton Carbonell, un officier allemand devant l'hôtel Négrail à Limoux (Aude). Luis Fernández*, chef des *Guerrilleros españoles*, l'avait choisi pour ce premier acte contre l'armée allemande d'occupation en Zone Sud.

En 1944, il avait intégré le 3e bataillon —commandé par Rafael Gandia*— de la 1e brigade (Pyrénées-Orientales) du XVe corps (Aude, Ariège, Pyrénées-Orientales) des GE. Le 29 juillet 1944, il participa à l'assaut de Prades (Pyrénées-Orientales) mené conjointement par les FTP et les GE. La section qu'il commandait attaqua la Villa Margueritte, siège local de la *Siecherheitspolizei* (connue plus généralement sous le nom de « Gestapo »).

Il participa également aux combats (1, 2 et 3 août 1944) que les GE et les FTP (maquis « Henri Barbusse ») livrèrent dans le massif du Canigou contre les forces allemandes et la Milice des Pyrénées-Orientales et de l'Aude qui avaient pour objectif de les détruire en même temps que le village de Valmanya jugé trop favorable au maquis. Commandant un groupe de dix hommes, il se posta en embuscade sur un éperon rocheux, peu avant l'entrée de Valmanya, sur la rive droite de la Lentilla, opposée à celle où est établie la route départementale et sur laquelle progressait la colonne allemande. Le combat que Galiano et ses hommes livrèrent contre les Allemands permit à la plupart des habitants du village de fuir dans la montagne ; les quatre qui restèrent furent assassinés. Galiano et son groupe demeurèrent ensuite cachés pendant trois jours, attendant que les forces allemandes et miliciennes aient quitté Valmanya, après l'avoir pillé et mis à sac. À cette époque, Galiano était « capitaine » de GE. Ses deux faits d'armes à Prades et à Valmanya justifiaient l'obtention de la croix de guerre avec étoile de bronze. La citation (15 janvier 1947) du général de corps d'Armée Bergeron, commandant la 5e région militaire (Toulouse), fut certifiée par Georges Delcamp*, lieutenant-colonel.

Peu après la Libération, Mariano Galiano Gracia commanda —il avait entre temps obtenu le grade de commandant— le 2^e bataillon de la 1^e brigade des GE (Pyrénées-Orientales), unité qui, dans un premier temps, fut chargée du contrôle de la frontière franco-espagnole du haut Vallespir. Un grave incident avec les troupes franquistes, ayant eu lieu le 4 septembre 1944 entre des *guerrilleros* et une patrouille espagnole en haute montagne au col del Pal, près des sources du Tech, les autorités françaises donnèrent l'ordre à la brigade de se replier plus à l'intérieur des terres à Elne, près de Perpignan, dans les locaux de l'ancienne maternité suisse fermée par les Allemands. Galiano y fut cantonné avec ses hommes. Communiste, appliquant strictement les directives de l'UNE, il fit arrêter un *guerrillero* catalan qui avait intégré sa compagnie un mois plus tôt, Manuel Buxeda. Résidant auparavant à Bédarieux (Hérault), Buxeda fut, d'après sa version des faits, torturé par les hommes de Galiano à Elne puis à Perpignan au siège départemental de l'UNE, cours Palmarole, sous la direction du lieutenant *guerrillero* Jimenez Aguilera, puis à l'état major de la brigade, à Millas. Libéré, après qu'on lui ait notifié qu'on l'avait arrêté « par erreur », Buxeda, qui séjourna à l'hôpital de Perpignan, écrivit au préfet et se plaça sous la protection des autorités françaises. Cet « incident » auquel fut mêlé Galiano révèle l'état d'esprit des communistes de l'UNE qui soupçonnaient les Espagnols non affiliés au PCE ou au PSUC et n'hésitaient pas d'user à leur égard de méthodes violentes.

Après la Libération, Manuel Galiano vécut à Perpignan. Il épousa une Catalane, Antonieta Vilanova. Il fit partie des 177 militants du PCE ou du PSUC arrêtés le 8 septembre 1951, dans le cadre de l'opération « Boléro-Paprika », consécutive à la dissolution en France du PCE, du PSUC et des organisations « amies ». Amené à Toulon (Var) avec une partie de ceux qui étaient assignés à résidence en Corse, il fit partie des militants qui choisirent, en juin 1951, de quitter la France pour la Pologne, la Tchécoslovaquie ou la Hongrie. Galiano opta pour la Pologne vers laquelle il voyagea sur le navire polonais « Piast ». Nous ignorons combien de temps il resta en Pologne.

En 1971, il vivait à Camprodon, petite ville pyrénéenne de la province de Gérone, à proximité de la frontière avec le département des Pyrénées-Orientales.

SOURCES : Arch. Nat., RG, F/7 /16114, listes des renseignements généraux établies à l'occasion de l'opération Boléro-Paprika et ses suites : liste de personnes arrêtées, assignées en résidence en Corse, ayant opté pour une « démocratie populaire ». —Arch. Dép. Pyrénées-Orientales, 31 W 32, divers rapports militaires ou de police (septembre 1944) et lettre dactylographiée de Manuel Buxeda au préfet, 7 novembre 1944. —Ramon Gual & Jean Larrieu, *Vichy, l'occupation nazie et la résistance catalane*, II b ; *De la résistance à la Libération*, Prades, 1998, p. 601, 726, 727, 728. —Jordi Guixé i Coromines, *L'Europa de Franco. L'esquerra antifranquista i la « caça de bruixes » a l'inici de la guerra freda. França 1943-1951*, Barcelone, Publicacions de l'Abadia de Montserrat, p. 210, 227, 230. —Jean Larrieu, *Vichy, l'occupation nazie et la résistance catalane*, I, *Chronologie des années noires*, Prades, Terra Nostra, 1994, p. 322 ; « Le Canigou dans la Seconde Guerre mondiale », in Marie-Édith Brejon de Lavergnée, Jean-Pierre Bobo, Gérard Soutadé, *Le Canigou, 1896-1996*, actes du colloque de Perpignan (1996), Perpignan, Archives départementales, 1997, pp. 291-317 [p. 308]. — Ferran Sánchez Agustí, *Maquis y Pirineos. La gran invasión (1944-1945)*, Lérida, Editorial Milenio, 2001, p. 119 ; *Espías, contrabando, maquis y evasión. La II Guerra mundial en los Pirineos*, Lérida, Milenio, 2003, p. 83-84. — Miguel Angel Sanz, *Luchando en tierras de Francia. La participación de los españoles en la Resistència*, prefacio de Jean Cassou, Madrid, Ediciones de la Torre, 1980, pp. 194-196.

ICONOGRAPHIE : Gual & Larrieu, 1998, p. 726 : Manuel Galiano avec sa future épouse et deux habitants de Baillestavy, village voisin de Valmanya, à la foire de la Saint-Martin de Perpignan, 11 novembre 1944.

André BALENT

* * *
*

HÉRAULT André, Armand, Yves.

Né à Moutiers-sous-Argenton (Deux-Sèvres) le 20 novembre 1923, employé des contributions directes ; journaliste à Antibes (Alpes-Maritimes), à Bandol (Var), au Maroc, en Algérie, au Sénégal (1960- 1967), assistant technique à l'ANPE (1967-1972), chargé de mission auprès de l'ORTF (1972-1974) puis de France-Inter (1974-1982) ; militant de l'Union Progressiste, de la Nouvelle Gauche (1955-1957), de l'UGS (1957-1960), du PSU (1960-1967), dans l'Aude, les Pyrénées-Orientales, le Var et à l'étranger ; secrétaire fédéral de l'UGS des Pyrénées-Orientales (1959-1960).

André Hérault était le deuxième des trois enfants d'un forgeron maréchal-ferrant et d'une couturière qui tenait le café-tabac de Moutiers, commune des deux-Sèvres. Comme son frère et sa sœur, il fréquenta d'abord l'école primaire communale jusqu'au certificat d'Études, puis l'école primaire supérieure de Thouars, à 18 kilomètres du domicile familial où ils obtinrent le brevet élémentaire. En 1942, il fut reçu au concours des Contributions directes. Après un stage à Versailles (Seine-et-Oise), il fut ensuite nommé à Lyon (Rhône) de 1943 à 1944 puis à Fontenay-le-Comte (Vendée). Pendant ces années de guerre, il ne participa pas à la résistance tout en éprouvant des sentiments hostiles aux nazis. Il effectua ensuite son service militaire en 1945 dans l'aviation à Issoudun (Indre). À son retour, il retrouva son poste de Fontenay-le-Comte. Il fut ensuite muté en 1947 à Nantes (Loire-Inférieure) puis, en 1950, à Quillan (Aude). Pendant sa carrière aux Contributions directes, il adhéra, sans y militer activement, au Syndicat autonome de cette administration.

André Hérault reçut les sacrements catholiques et, dans son enfance, suivit assidûment l'enseignement religieux. Il demeura ensuite, un « chrétien hors du Temple » comme le lui dit un jour une de ses connaissances du Sénégal, un prêtre dominicain. Il se maria civilement en 1972 avec Jacqueline Rigolet, bibliothécaire documentaliste au lycée « Claude-Bernard » à Paris (XVI^e).

À Quillan, André Hérault s'ennuyait et ressentait le besoin d'agir et de ne pas se « scléroser dans une administration poussiéreuse ». Sensibilisé à la fois par la guerre d'Indochine et les premiers développements de la guerre froide, il milita en premier lieu, dès 1949, aux Combattants de la Paix et de la Liberté. En 1950, il signa l'appel de Stockholm. Il ne cessa, par la suite, de militer au Mouvement de la paix, jusqu'à son départ en Afrique en 1960 et siégea à son conseil national. Membre du conseil communal de Quillan du Mouvement de la Paix, il fut président du « Conseil de la Paix de la haute vallée de l'Aude ». Il participa à la campagne contre le réarmement allemand en 1951. Les 22 et 23 novembre 1952, il participa à Paris à la conférence nationale paysanne pour la Paix. En 1953, il signa l'appel pour la conférence nationale pour la paix en Indochine qui, le 22 novembre, réunit 500 personnes venues de 30 départements.

Au plan politique, il était proche des communistes qu'il côtoyait. Mais il désirait aussi prendre ses distances avec le PCF car il était troublé par les procès staliniens de Prague et de Budapest. Il adhéra donc, en 1951, à l'Union progressiste qu'il s'efforça d'implanter dans l'Aude. Dès sa fondation en 1955, il adhéra à la Nouvelle gauche qu'il fonda dans son nouveau département. Il représenta l'Aude à la conférence régionale de cette formation à Toulouse le 15 mai 1955. En novembre 1956, il signa avec Jean-Paul Sartre, Simone de Beauvoir, Claude Bourdet, Gilles Martinet, Edgar Morin,... le manifeste « On n'exporte pas le socialisme à la pointe des baïonnettes », protestant ainsi contre l'intervention armée de l'URSS en Hongrie, publié dans *France Observateur*. Présent dans le débat politique de son parti au niveau le plus élevé, il publia un texte dans la tribune de discussion de *Nouvelle Gauche* du 8 septembre 1957. Dans son nouveau département, la Nouvelle Gauche ne regroupait que peu de monde dans la haute vallée de l'Aude. Le noyau conséquent était à Narbonne ou dans les environs autour de l'instituteur Jacques Segala ; à Carcassonne, le militant le plus en vue était l'écrivain de langue occitane et spécialiste du catharisme, René Nelli qui fut conseiller municipal de la ville.

En octobre 1957, il fut muté, à sa demande, à Perpignan (Pyrénées-Orientales). Il était le seul adhérent de la Nouvelle Gauche des Pyrénées-Orientales. Mais la création de l'UGS était proche, et dès la fin de 1957, Hérault trouva dans le nouveau parti, les militants du MLP des Pyrénées-Orientales (Voir Cazals André). Il participa au congrès national constitutif de l'UGS, les 7 et 8 décembre. Il se souvient avoir voté, avec les militants de l'Aude et de l'Hérault, en faveur de l'adhésion d'Auguste Lecœur et de Pierre Hervé à la nouvelle formation et avoir été mis en minorité sur ce point de l'ordre du jour.

Quarante-cinq ans plus tard, André Héroult pouvait décrire avec une certaine nostalgie « la fraternelle et chaleureuse amitié » qui régnait dans les réunions de l'UGS perpignanaise qui se tenaient chez Pierre Payrou, employé au service des cimetières de Perpignan et responsable de la CGT Mairie. Il fut délégué des Pyrénées-Orientales au congrès national de l'UGS (Lyon, 19-21 septembre 1958). Dans cette période la lutte contre la poursuite des hostilités en Algérie fut la préoccupation essentielle des militants de l'UGS perpignanaise. Pendant l'été 1958, André Héroult participa à l'organisation de réunions (à Perpignan dans un local de la JOC), mettant à contribution l'une de ses connaissances, Jean Skarnecki, professeur de philosophie parisien proche du parti. C'est à Perpignan, lors d'un meeting contre la guerre d'Algérie, qu'André Héroult fit la connaissance de Jean Rous*, par l'intermédiaire de Pierre Serre, un militant perpignanaise proche de l'ancien secrétaire de Trotsky et de son oncle Joseph Rous*. André Héroult fut désormais l'ami de Jean Rous, au point de lui suggérer, selon son témoignage, de publier sa correspondance avec le « Vieux ».

André Héroult fut candidat aux élections municipales de Perpignan des 8 et 15 mars 1959 sur la liste d'Union des Forces démocratiques (UFD) rassemblant des candidats adhérant ou sympathisant avec l'UGS, le PSA, l'UP et la Ligue des Droits de l'Homme (Voir Boutonnet André, Cazals André, Chauvet René, Lloansi Cyprien, Jésus-Prêt Robert). Il obtint 841 voix (le premier de la liste, Henri Mercader en obtint 1004, et le dernier 808). Au 2^e tour, la liste UFD inclut 4 de ses candidats dans la liste de l'Union de la gauche qui fut battue par celle conduite par Paul Alduy*.

En 1959, André Héroult participa avec le secrétaire fédéral de l'UGS, André Payrou, aux pourparlers avec Noël Alteza, Yvan Peltier et Jean Ribalta délégués par la fédération départementale du PSA afin de préparer les modalités départementales de fusion des deux organisations dans le cadre du PSU. D'après André Héroult qui estima en 2005 que les militants du PSA étaient principalement mus par des ambitions de carrière politique, les discussions furent âpres entre les deux délégations. À cette époque, et jusqu'à son départ de France, André Héroult, lisait bien sûr *La Tribune du Peuple*, l'organe de l'UGS, mais était abonné à *France Observateur*, à *Perspectives socialistes* et aux *Cahiers internationaux*. Dans une lettre reçue par René Chauvet* premier secrétaire fédéral du PSU, François Marty*, secrétaire départemental du Mouvement de la Paix signalait qu'André Héroult, secrétaire départemental de l'UGS, lui avait envoyé un courrier. Ainsi, il semble bien que, pendant peu de temps, il ait succédé à ce poste à Pierre Payrou, juste avant la fondation du PSU. André Héroult ne connut que très peu le PSU perpignanaise car il quitta la capitale roussillonnaise à la fin mai ou au début de juin 1960. Un de ses amis, exclu du PCF après les « événements » de Budapest, avait acheté un hebdomadaire à Antibes (Alpes-Maritimes), *L'Indépendant des Alpes-Maritimes*. Désireux de faire une carrière journalistique, il se mit en disponibilité de l'administration des Contributions directes et travailla à Antibes pendant quelques mois. À la fin de 1960 André Héroult rencontra à nouveau Jean Rous dans une réunion du PSU. Connaissant personnellement le ministre marocain de l'Information, Jean Rous lui proposa un poste au Maroc à la Radiodiffusion marocaine. Ce séjour marocain lui permit d'élargir son horizon, car assistant à Casablanca à un séminaire d'étudiants sur les investissements dans les pays en voie de développement, il fit la connaissance d'Alfred Sauvy, natif du Roussillon, qu'il fréquentait de manière assidue en dépit de ses fonctions à l'INSEE et au Collège de France (c'était, après Jean Rous, le deuxième natif « illustre » des Pyrénées-Orientales qui s'intéressa à Héroult après avoir pris connaissance de ses attaches roussillonnaises et ses centres d'intérêt).

De retour en France, à une date indéterminée, il s'installa dans l'île de Bendor (propriété de Paul Ricard), face à Bandol (Var) où il avait trouvé un emploi de secrétaire de rédaction de la revue *Mer et Soleil*. Il couvrit, en mai 1962, les Journées européennes de Bendor auxquelles participaient de nombreuses personnalités politiques et militaires.

Également pigiste au *Méridional – La France*, il renoua avec son militantisme au PSU (auquel il n'avait cessé d'adhérer, au Maroc). Il fut un temps secrétaire de la section de Bandol de ce parti.

Il quitta ensuite le Var pour l'Algérie. C'est un ami du PSU, lié à la décolonisation de l'Algérie, Yves Dechezelles* qui lui proposa d'aller dans ce pays. Il travailla à *La République d'Oran*, écrivant de nombreux articles pour cet organe de presse. Il eut l'occasion de rencontrer à plusieurs reprises le président Ben Bella et des ministres algériens. En 1964, il couvrit, à Tlemcen les discussions algéro-marocaines faisant suite à la « guerre des sables » (1963) qui fit rage entre les deux pays dans la région de Tindouf. En 1965, après le coup d'État qui renversa Ben Bella, il pensa qu'il ne pouvait plus exercer en Algérie son métier de journaliste. Il demanda en vain à Stéphane Hessel, ambassadeur de France à Alger, de servir d'intermédiaire afin de pouvoir obtenir un poste de coopérant culturel et

technique en Afrique. Une fois de plus ce fut Jean Rous, ami de Senghor, qui introduisit André Hérault auprès du quotidien *Dakar – Matin* qui l'embaucha comme secrétaire de rédaction. En 1967, il sollicita un poste pour un emploi d'assistant technique au Congo Kinshasa, appuyé par Jean Rous et par l'ambassadeur de ce pays à Dakar. Finalement, lorsqu'il revint à Paris ce fut pour rompre avec le PSU « quelque temps après avoir rencontré Michel Rocard » dont il doutait de la sincérité de son engagement et de ses convictions, sentiment dont il fit part à Édouard Depreux* en 1972.



Archives privées André Hérault. À Oran en 1964. André Hérault, deuxième à partir de la gauche. Au centre un nationaliste palestinien, à sa gauche Nourredine Chabani journaliste à *La République à Oran*, des confrères de la télévision algérienne et de l'APS (Algérie Presse Service) .



Archives privées André Hérault : André Hérault dans l'exercice de ses fonctions professionnelles. Date et lieu inconnus.

Il occupa un poste d'assistant à l'ANPE à Saint-Brieuc (Côtes-du-Nord). En 1972, il fut chargé de

mission à la direction générale de l'ANPE, en détachement à l'ORTF à Paris. Lors de l'éclatement de cet organisme, il fut détaché à Radio France et tint la chronique *Inter Emploi* jusqu'à sa suppression en 1982. Il réintégra ensuite la direction de l'ANPE à Issy-les-Moulineaux. Il prit sa retraite à Paris en 1983.

En 1993, André Hérault s'installa à Montlouis-sur-Loire (Indre-et-Loire). Il s'intéressa toujours à la politique, garda des convictions intactes. Mais il se contenta davantage d'être un « observateur » qu'un militant. Il conserva le plus longtemps possible des liens amicaux avec Jean Rous et ses anciens camarades de parti, ceux des Pyrénées-Orientales, en particulier, comme André Cazals*, Antoinette Claux*, Roger Grau*. Dans les années 1990, il s'abonna à *Rouge et vert* et sympathisait avec le mouvement des Alternatifs. En 2008, il est toujours un lecteur de ce journal. Il déposa ses archives politiques et « africaines » aux archives départementales des Pyrénées-Orientales.

ŒUVRES : *Le Maroc à visage découvert*, Paris, Debresse, 1966, 285 p. —Nombreux articles de presse.

SOURCES : Arch. Dép. Pyrénées-Orientales, 110 J 7, archives de la fédération des Pyrénées-Orientales du PSU ; 159 J, fonds André Hérault partiellement classé (classé : 184 livres issus de sa bibliothèque ; non classé, documents divers, politiques relatifs à la gauche, à l'Afrique, au journalisme, affiches, plus particulièrement avec des thématiques « africaines ». —Témoignage écrit d'André Hérault envoyé à Pierre Grau (2005). —Entretien téléphonique de l'intéressé avec André Balent, 10 juin 2008.

André BALENT

* * *
*

GAILLARD Henri, Albert, Wilfrid.

Né le 21 mai 1922 à Braine (Aisne), décédé le 5 mai 2006 à Paris (XX^e), marié, un fils ; instituteur ; militant syndicaliste ; militant communiste dans le Gard ; adjoint au maire de Nîmes.

Fils d'un maçon, Henri Gaillard, instituteur, se maria en août 1942 à Beaumes-les-Venise (Vaucluse) avec une institutrice. Le couple eut un fils né en 1946 à Pont-Saint-Esprit (Gard).

Gaillard fut instituteur puis principal adjoint dans un collège d'enseignement général à Drancy (Seine-Saint-Denis). Après avoir obtenu un poste similaire à Uzès (Gard), il en obtint un à Nîmes au collège du Mont Duplan. Il conserva cette fonction quand le CEG se transforma en collège d'enseignement secondaire

Gaillard militait dans le Syndicat national des instituteurs et fut au milieu des années 1950 membre du conseil syndical de la section départementale.

Gaillard adhéra au Parti communiste français en janvier 1944. Membre du bureau de la section communiste d'Uzès, il entra au comité de la fédération communiste en 1954 et ne fut pas réélu par la conférence fédérale de 1957.

Élu conseiller municipal comme instituteur, « républicain de progrès » en 1965 sur la liste conduite par le communiste Émile Jourdan*, désigné comme quatrième adjoint au maire, délégué à l'instruction publique, Gaillard présidait la Caisse des écoles et participait aux commissions des Finances, de la Jeunesse, des Festivités et de la tauromachie, des études des permis de construire, de l'aménagement du foyer communal et locale professionnelle. Au cours de ce mandat, il obtint le financement qui permit d'achever le centre culturel et sportif Pablo Neruda, l'implantation d'un Institut universitaire de technologie, la création d'un premier cycle d'études médicales. Le bilan de mandat le présenta comme délégué à l'Instruction publique, aux centres aérés et aux constructions neuves. Indiqué « sous-directeur de CES », Gaillard fut reconduit comme septième adjoint en 1971, délégué à l'Information et membre des commissions des Travaux publics, de l'école et de l'enfance, des Festivités et de la tauromachie, de l'Urbanisme et études des permis de construire, de la Caisse des écoles. Dans le bilan du mandat, il présenta son action dans le domaine de l'information, de la vie associative et des bâtiments. En 1977, dixième adjoint, il présidait la commission des Relations publiques et était membre des commissions des Travaux publics, de l'Enseignement, délégué à la

Caisse des écoles. Il ne se représenta pas en 1983. Il évoqua la vie du conseil municipal dans son ouvrage *La corrida populaire* ...

Gaillard fut membre du conseil fédéral de la Fédération des œuvres laïques du Gard. Responsable, puis président de 1991 à 2000, de la bibliothèque pédagogique de Nîmes et du Gard (ancienne bibliothèque scolaire départementale et d'éducation permanente) depuis sa création en 1983, il en évoqua l'histoire dans un autre ouvrage et sa mission « l'animation autour du livre en milieu scolaire pour une meilleure maîtrise de la langue ».

ŒUVRES : *La corrida populaire et politique à Nîmes et dans le Gard : entretiens avec Aimé Vielzeuf*, Nîmes, Lacour, 1990. - *Le livre sur les routes du Gard 1896-1994*, Nîmes, Lacour, 1994.

SOURCES : Arch. mun. Nîmes (Patrick Vazeilles). —Archives du Comité national du PCF.

Jacques GIRAULT, Raymond HUARD

* * *
*

LE ROY LADURIE Emmanuel, Bernard.

Né le 19 juillet 1929 aux Moutiers-en-Cinglais (Calvados) ; historien, professeur au Collège de France, administrateur de la Bibliothèque nationale de 1987 à 1994 ; membre du Parti communiste français de 1949 à 1956 (cellules de la rue d'Ulm et du 5ème arrondissement de Paris ; à Montpellier) ; secrétaire de la section du PSU de Montpellier de 1960 à 1963.

Le père d'Emmanuel Le Roy Ladurie, Jacques, né en mars 1902, était un propriétaire exploitant de la vallée de l'Orne, syndicaliste agricole, et militant du catholicisme social.

Emmanuel appartenait à une fratrie de quatre enfants. Sa mère, Léontine Dager, était issue d'un milieu catholique et royaliste. C'est elle qui assura à domicile l'instruction primaire d'Emmanuel jusqu'à son admission à sept ans au collège Sainte-Marie à Caen en classe de 8^e. Il suivit sa mère pendant l'exode de 1940 qui les conduisit vers Nantes puis Montignac. À la rentrée de 1940, il entra au Collège Saint-Joseph de Caen, tenu par les Frères des Écoles chrétiennes. Il y fit toutes ses études secondaires, de 1940 à 1944. Les Frères manifestaient un loyalisme total vis-à-vis du gouvernement de Vichy et leurs élèves portaient à leur boutonnière en 1942 une petite francisque. Emmanuel Le Roy Ladurie fit aussi l'expérience du scoutisme en 1943. Son père avait été appelé au ministère de l'Agriculture et du Ravitaillement en avril 1942 ; il le quitta en septembre. En rupture avec le régime, il se rapprocha de la Résistance et en 1943 choisit la clandestinité. Il se trouvait en 1944 dans le maquis de la forêt d'Orléans.

1945 fut pour Emmanuel Le Roy Ladurie l'année de l'entrée dans un tout autre milieu : arrivé en octobre au lycée Henri IV, où il passa deux ans, en hypokhâgne et en khâgne, il y découvrit la gauche, mais la période décisive commença à la fin de 1947 quand il fut exclu à la suite d'un canular, puis transféré à la khâgne de Lakanal « *marquée à gauche ou plutôt à l'est* » selon ses propres termes. Il y rencontra Max Caisson, Gérard Genette, fut convié à des réunions de cellule et eut pour professeur Jean Bruhat. Il lut Steinbeck qui nourrit l'antiaméricanisme que lui inspiraient déjà cours et fréquentations. Il adhéra au parti communiste en 1949, après avoir lu l'*Introduction à la lecture de Hegel* d'Alexandre Kojève. Il décrivit cet engagement comme un « *coup de foudre* ». On peut comprendre la séduction exercée dans cette période, dans ce milieu intellectuellement favorisé, par la vision communiste que partageaient tant d'écrivains et de savants. À cela s'ajoutait un modèle du

patriotisme résistant, et l'image de l'URSS victorieuse du nazisme. Tout concourait à inspirer une admiration fervente à cette génération. C'était aussi l'époque de la révolution chinoise. Le Roy Ladurie allait militer avec ardeur pendant sept ans. Admis rue d'Ulm en 1949, il y trouva un nouvel environnement favorable car selon lui, un quart environ des normaliens étaient inscrits au parti communiste. Il entra dans la cellule de l'École dont les réunions se tenaient dans des cafés de la rue Mouffetard puis de la rue Gay-Lussac, et conforta ses convictions dans le contexte de la guerre froide. Les événements de Prague en 1948 et 1949 furent discutés, mais sans ébranler les certitudes. Emmanuel Le Roy Ladurie se lia avec Pierre Juquin, François Furet, Michel Crouzet. Ils recevaient parfois rue d'Ulm Marcel Willard. Les groupes des « Combattants de la Paix » — futur « Mouvement de la Paix » —, avaient été créés l'année même de son adhésion au parti communiste. Emmanuel Le Roy Ladurie devait plus tard les retrouver, extrêmement actifs, à Montpellier où le docteur Roux les animait.

Il appartenait aussi au syndicat des élèves dirigé par Maurice Agulhon et à la cellule « sorbonnarde » des étudiants en Histoire où François Furet et Albert Soboul confrontaient leurs points de vue : Soboul soutenant « *l'interprétation robespierriste et même léniniste de Mathiez* ». Il faut aussi ajouter la participation à la section des étudiants en Lettres, Droit et Sciences du V^e arrondissement. On y célébra le soixante-dixième anniversaire de Staline et le cinquantième de Maurice Thorez, cela dans un contexte qui était celui de procès politiques de militants communistes hongrois, tchèques, bulgares. Les étudiants étaient dirigés par une commission placée sous la responsabilité fédérale d'Annie Besse — plus tard Annie Kriegel Valrimont —. Parmi eux, Michel Schuwer, futur secrétaire fédéral de l'Hérault. Époque de militantisme ardent, ponctué par la campagne de signatures pour l'appel de Stockholm, contre la CED, mais aussi par le soutien à des travailleurs en grève. Des rencontres marquantes furent celle de Dominique Desanti venue soutenir la dénonciation de Tito devant les étudiants puis d'André Wurmser à propos du *Complot des blouses blanches*, et d'André Marty, que Le Roy Ladurie revit à l'école fédérale du Parti. Une vie d'étudiant, avec des bagarres devant l'entrée de la Sorbonne contre les vendeurs de journaux « « trotskistes-titistes ». André Kahane, Michel Crouzet, vendaient eux aussi *l'Humanité* et tenaient bien leur rôle dans les manifestations. Pourquoi la candidature d'Emmanuel Le Roy Ladurie au comité de section présentée par sa cellule fut-elle rejetée par la conférence de section et la commission des candidatures ? Son père avait été ministre de Vichy et son combat de résistant n'effaçait pas cette tache. Un rejet intimement ressenti comme une injustice et une humiliation.

Les controverses étaient nombreuses en ce temps de guerre froide et de décolonisation. Les étudiants discutaient avec les jeunes communistes vietnamiens et algériens ou tunisiens non sur le principe accepté de la décolonisation mais sur ses modalités. Syndicaliste étudiant au sein de l'UGE, l'Union des Grandes Écoles créée en 1947, Emmanuel Le Roy Ladurie représentait les ENS au bureau du SNES et à l'UNEF. Au 41^e congrès de l'UNEF d'avril 1952 à Montpellier, il rencontra Madeleine Pupponi qu'il épousa trois ans plus tard. Elle était la fille d'Henri Pupponi, résistant communiste dans l'Hérault qui fut le premier président du Comité régional de la Libération dans la clandestinité.

L'activité militante d'Emmanuel Le Roy Ladurie empiétait sur le temps consacré à la préparation des examens. Il réussit cependant en octobre 1951 ses examens de licence et put commencer un DES sous la direction de Charles-André Julien sur un sujet conseillé par Jean Bruhat : « L'opinion publique française et la guerre du Tonkin sous Jules Ferry ». La préparation de l'agrégation, les cours de Pierre George et de Jean Dresch, la fréquentation de l'Institut de Géographie lui révélèrent l'intérêt des études statistiques. Vingt ans plus tard, il ouvrait ainsi son ouvrage *Le Territoire de l'Historien* : « La révolution quantitative a totalement transformé, dans notre pays, le métier d'historien ». Un métier qui allait être le sien après l'agrégation en 1953, et un passage commencé chez les EOR à Saint-Maixent où se trouvait aussi Jean-Marie Le Pen. L'appartenance communiste de Le Roy Ladurie lui valut un

rejet de la part du commandant. Il fut envoyé en Allemagne dans un régiment de Tirailleurs marocains. Il était sergent quand se termina son service militaire.

L'appui de Maurice Crouzet lui valut d'obtenir le poste de son choix à Montpellier où il fut professeur de lycée de 1955 à 1957. Il avait épousé le 9 juillet 1955 Madeleine Pupponi, militante communiste elle aussi à la section montpelliéraine, rue des Étuves. Il vécut à Montpellier jusqu'en 1963, période pendant laquelle naquirent ses deux enfants, Anne et François. En 1955, Montpellier était à 10 heures de train de Paris. Emmanuel Le Roy Ladurie, de nouveau, avait à découvrir une société différente : celle des familles d'enseignants communistes, mais aussi celle du « petit peuple » de Montpellier, maçons, cheminots, vendeurs, qui pratiquaient un « communisme de province » fort des traditions du Midi viticole et républicain sous la conduite de dirigeants éloquents comme Raoul Calas. À Montpellier il retrouvait la possibilité de se lier avec des étudiants africains ou antillais dont les associations allaient connaître en 1956 de graves affrontements à l'Université avec l'AGEM entraînée par Marc Mousseron. Emmanuel Le Roy Ladurie donnait des articles au *Travailleur du Languedoc*. Il apprécia sa rencontre avec Maurice Verdier, futur secrétaire général de la fédération de l'Hérault.

Pourtant, peu à peu, il se détachait d'un parti auquel il avait donné jusque là tant de temps et d'énergie : les critiques qu'il exprimait dans le cadre de sa cellule à l'égard de Maurice Thorez furent mal perçues ; il fut troublé en mai 1955 par la réconciliation avec la Yougoslavie de Tito consacrée lors du voyage de Khrouchtchev à Belgrade, et, surtout, en juin 1956 quand *Le Monde* publia le rapport Khrouchtchev de février.

La rupture ne se fit que le 4 novembre à l'annonce de l'intervention soviétique en Hongrie : il restitua sa carte du Parti le jour même. Son épouse ne quitta le parti communiste qu'en 1963, mais elle avait cessé de militer car elle avait été écartée des débats de sa cellule des facultés.

La rupture devait être durable ainsi que le confirment des ouvrages parus bien plus tard sous sa direction : *Les grands procès politiques*, en 2002, (après un colloque organisé en 2001 par l'association Annie Kriegel), et *Ouverture, société, pouvoir : de l'Édit de Nantes à la chute du communisme*, en 2005 (qui décrit l'alternance des systèmes politiques : les uns étant capables d'évoluer tandis que les autres sont caractérisés par replis et blocages).

Emmanuel Le Roy Ladurie comptait quelques trotskystes parmi ses amis montpelliérains et il lut avec grand intérêt la revue « Socialisme ou Barbarie » mais la condamnation sans concessions de tout le passé historique par ce groupe minuscule le déçut. Il chercha sa voie sur les chemins de la « deuxième gauche ». Dans sa quête, il fréquenta l'Union rationaliste animée par Ernest Kahane. Pour finalement choisir de fonder lui-même un groupe nommé « Comité montpelliérain de défense des libertés ». Son initiative s'inscrivait dans le contexte de la guerre d'Algérie : en 1957 et au début de 1958, les gauches se mobilisaient contre cette guerre face à une droite très organisée. Après cette appartenance éphémère, Emmanuel Le Roy Ladurie céda à la pression amicale de son ami Jean Joubert et entra à l'« Union de la gauche socialiste » qui était née à Montpellier le 12 janvier 1958 de la fusion de la Nouvelle gauche, du Mouvement de libération du peuple et d'une partie de la Jeune République. Il fut choisi comme secrétaire de la section locale. Le mouvement s'engagea en 1959 dans le combat des municipales de Montpellier avec Pierre Antonini en tête d'une liste d'« Action démocratique et socialiste » qui recueillit 3,6% des suffrages exprimés soit 1185 voix contre 7532 au communiste Balmigère. Ce fut l'Indépendant de droite François Delmas qui l'emporta. Emmanuel Le Roy Ladurie fut délégué au congrès qui vit naître le PSU le 3 avril 1960 par la fusion de l'UGS et du PSA. Fusion réalisée dans l'Hérault 9 jours plus tard avec un effectif de 200 membres. La fédération SFIO de l'Hérault était solide... Le secrétariat de la section PSU de Montpellier échut à Le Roy Ladurie le 28 avril. Mais quand eut lieu le congrès constitutif de la fédération héraultaise du PSU, le 8 mai, ce fut Émile Coulouma, ex-secrétaire fédéral du PSA qui fut élu secrétaire fédéral avec Pierre Antonini pour adjoint. Les premières motions

portèrent sur la laïcité et l'exigence d'ouverture de négociations avec le GPRA. La crise interne naquit peu à peu de l'hétérogénéité des adhérents, de l'insuffisance des adhésions. Le bulletin *La voix du militant du PSU* créé en février 1961 atteignit un maximum de 80 abonnés en juillet. Leurs prises de position sur la question algérienne valurent à Le Roy Ladurie et à Antonini de subir à leurs domiciles des attentats de l'OAS Métro en février et en août 1961. Le Roy Ladurie évoluait. Il en venait à souhaiter « une sorte de socialisme libéral et démotechnocratique à la suédoise ».

Dès 1955, sous la direction d'Ernest Labrousse, il avait entamé une thèse sur les paysans du Languedoc qui fut soutenue en 1966. Dans l'intervalle, il avait quitté le lycée Joffre pour être attaché au CNRS de 1958 à 1960 puis assistant à la faculté des Lettres à Montpellier auprès du moderniste Louis Dermigny. Il s'inscrivait dans le courant issu de l'école des *Annales* et porté par Fernand Braudel qui lui proposa en 1963 un poste de maître assistant à l'École des Hautes Études à Paris. En 1965, Le Roy Ladurie y devint directeur d'études. Ce furent donc des opportunités professionnelles qui lui fournirent l'occasion de quitter Montpellier et le PSU en 1963.



**Emmanuel Le Roy Ladurie, à son domicile parisien, janvier 2009.
Cliché : Madeleine Le Roy Ladurie.**

Après ce désengagement, il resta toujours préoccupé par le binôme que forment pauvreté et despotismes plus ou moins totalitaires sur tous les continents. Ses autres préoccupations étaient liées à son travail d'historien et aux attaches nouées avec les scientifiques : il observait l'entrée dans un nouveau cycle du climat qui génère des risques économiques et démographiques et qui tient, cette fois, aux comportements humains. Nous serions selon lui dans l'« anthropocène » depuis le dernier quart du XX^e siècle. Sa carrière se poursuivit : Maître de conférences à la Sorbonne, puis en 1971, quand celle-ci fut fragmentée, à Paris VII où il enseigna à l'UER de géographie et de sciences de la société.

Pendant ces années où se formaient l'union de la gauche et le programme commun, il resta critique sur l'alliance avec le parti communiste sans en nier l'utilité politique, mais en la considérant inacceptable en tant qu'intellectuel. Il s'adonna donc pleinement à la recherche commencée en Languedoc (« la chèvre broute là où elle est attachée »), dont il décrivit de façon savoureuse les dépôts d'archives, découvrant cadastres et compoix, et à travers l'histoire rurale, les grands cycles agraires. Quand il devint en 1973 titulaire de la chaire d'histoire de la civilisation moderne au Collège de France il avait déjà publié une *Histoire du climat depuis l'an mil* et travaillé sur *Le Territoire de l'historien* où il défendit les méthodes quantitatives et l'ethnographie historique. Il fut appelé en 1987 au poste d'administrateur général de la Bibliothèque nationale, fonction qu'il exerça jusqu'en 1994. Il demeura

président du Conseil scientifique de la Bibliothèque jusqu'en 2000. Il avait été élu en mai 1993 au fauteuil du géographe breton Maurice Le Lannou dans le département de l'Académie des Sciences morales et politiques de l'Institut. Il était également membre du Conseil scientifique de l'École normale supérieure depuis 1998. Cet historien fécond, docteur honoris causa de plusieurs universités, continua à publier non seulement des études savantes comme *L'Histoire des paysans français de la Peste noire à la Révolution*, mais aussi des ouvrages de grande diffusion comme *Le siècle des Platter*. Il resta attaché à faire de l'histoire en ethnologue, et à saisir sur le long terme les mécanismes complexes qui font évoluer les sociétés. Emmanuel Le Roy Ladurie dit être resté marxiste sur le plan méthodologique. Il a retenu le climat comme l'un des facteurs dominants, surtout jusqu'en 1860 : ensuite, l'homme en aurait mieux maîtrisé certains effets. Paru en 2009, le tome III de son histoire du climat commencée en 2004 traite de cette dernière période. Il consacre Emmanuel Le Roy Ladurie comme l'historien référent des variations climatiques.

ŒUVRE (sélection) : Thèse. *Les paysans du Languedoc*, dir. Ernest Labrousse, 2 vol., Paris, 1966. — *Le territoire de l'historien*, 2 vol. Gallimard, 1973 et 1978. — *Montaillou, village occitan, de 1294 à 1324*, Gallimard, 1975. — *Paris- Montpellier, P.C.-P.S.U. 1945-1963*, Gallimard, 1982. — *Le siècle des Platter 1499-1628*, tome I : *le mendiant et le professeur*, Paris, Fayard, 1995, tome II : *le voyage de Thomas Platter, 1595-1599*, Paris, Fayard, 2000, tome III : *L'Europe de Thomas Platter, 1599-1600*, Paris, Fayard, 2006. — *Histoire des paysans français, de la Peste noire à la Révolution*, éd. du Seuil, 2002. — (Dir.), *Les grands procès politiques ou la pédagogie infernale*, éditions du Rocher, 2002. — (Dir.), *Ouverture, société, pouvoir : de l'édit de Nantes à la chute du communisme*, Fayard, Paris, 2005. — *Histoire de France des régions : la périphérie française, des origines à nos jours*, éd. du Seuil, 2005. — *Histoire humaine et comparée du climat en Occident*, tome I, 2004, tome II : *Histoire du climat, 1740-1860*, 2006, tome III : *Histoire du climat, de 1860 à nos jours, le réchauffement*, avec le concours du météorologiste Guillaume Séchet, Fayard, Paris, 2009.

SOURCES : Entretien d'Hélène Chaubin avec Emmanuel Le Roy Ladurie à Paris le 8 janvier 2009. — Arch. Dép.Hérault, RG, 406W116, Parti communiste. — idem, 406W4, PSA et PSU. — idem, 1764 W 91, SRPJ Montpellier, 1961 et 1788W 1160 TGI de Montpellier. — idem, 676W195, UNEF. — Hélène Chaubin, « Le Sud, terre de prédilection de l'activisme ? L'OAS-Métro dans l'Hérault », in *La France en guerre, 1954-1962*, dir. Raphaëlle Branche et Sylvie Thénault, éditions Autrement, 2008, p. 286-298. — Archives privées du Mouvement de la Paix dans l'Hérault (don d'Antoine Beille à Hélène Chaubin). — Presse locale : *Le Travailleur du Languedoc*, *Le Midi Libre*, *La voix du militant du Parti Socialiste Unifié*. — Internet : Sur Canal Académie, interview d'Emmanuel Le Roy Ladurie par Virginia Crespeau mis en ligne le 1^{er} janvier 2005. — Entretien avec Laurence Lemire (du *Nouvel Observateur*), le 16 février 2009. — *Who's who*, 12 décembre 2008, réf. 232420.

Hélène CHAUBIN

* * *
*

ERRATUM : *Midi Rouge*, n° 11, p. 5, biographie de Georges Delcamp [el « Gall »] par André Valent.

Lire « ...auprès de maquis , à Mireviel (Ariège) et Vira (Ariège) » au lieu de : « Vira (Pyrénées-Orientales) »

LECTURES CHOISIES :

Cyril GISPERT et Fabien NICOLAS (dir.), *Partis et cultures politiques en Languedoc au XX^e siècle. Sociologie du phénomène partisan méridional*, Nîmes, Lacour, 2008, 374 p.

À partir de sept études substantielles rédigées par des chercheurs de la région, cet ouvrage nous introduit dans l'histoire politique du Languedoc depuis la fin du XIX^e. Il repose —et c'est un grand mérite— sur un recensement minutieux de tout ce qui a été écrit sur la question tant sur le plan méthodologique qu'historique, et fournira donc à tous ceux qui s'intéressent à cette période une véritable mine de renseignements bibliographiques. Il ne prétend certes pas traiter de tous les aspects de la vie politique en Languedoc-Roussillon, mais quelques thèmes importants sont étudiés, l'enracinement d'une culture politique blanche dans l'Hérault, à la fin du XIX^e siècle et au début du XX^e siècle (Philippe Secondy) le républicanisme gardois de la fin du XIX^e siècle (Yolande Fourchard-Gounelle), le radicalisme héraultais sous la III^e République (Fabien Nicolas), le socialisme héraultais et son rapport à la laïcité au XX^e siècle (Olivier Dedieu), le communisme et socialisme audois dans les années 1970 (Cyril Gispert), le gaullisme héraultais de 1945 à 1974 (Stéphane Marmonnier), la gestion par J.Blanc de la région avec le soutien du Front national entre 1986 et 2004 (P. Secondy). Cependant nous n'avons pas affaire avec ce volume à un simple recueil de monographies, car le projet du livre est bien dessiné : mettre en évidence l'évolution des cultures politiques, comprendre les transformations de la forme partisane au XX^e siècle en les étudiant dans un espace déterminé, marqué par de fortes traditions de droite et de gauche. L'aspect sociologique est présent, mais plutôt au sens large et sans donner lieu à des études de cas locales.

Sans reprendre chacune de ces études, qui méritent toutes une lecture attentive, retenons quelques caractéristiques qu'elles mettent en lumière. La première, c'est l'importance du phénomène confessionnel et de son antidote, l'esprit laïque, pour structurer les comportements politiques, que ce soit dans le Gard où la division entre catholiques et protestants se transpose dans les clivages politiques, dans l'Hérault catholique, vigoureusement dirigé par Mgr de Cabrières au tournant du siècle, et où les socialistes trouveront un peu plus tard dans la laïcité plus que dans les luttes de classe, un facteur de cohésion idéologique et politique. Malgré tout, les choses évoluent au cours du temps : la bourgeoisie protestante gardoise tend à glisser vers le conservatisme tandis que le laïcisme intransigeant des socialistes héraultais doit progressivement composer d'abord avec les partenaires MRP de la Troisième force, puis avec le ralliement de chrétiens de gauche. Une seconde direction de la recherche apparaît clairement, c'est ce que Cyril Gispert appelle « l'inclusion des partis dans la chair de l'arène politique locale ». Deux exemples particulièrement frappants sont donnés avec l'étude des efforts considérables, mais peu fructueux, d'implantation du gaullisme dans l'Hérault à partir de 1947, et le succès réel, mais limité dans le temps d'implantation du PCF dans l'Aude dans les années 1970, grâce au soutien à la revendication régionaliste. Presque toutes ces études aident également à mieux percevoir le visage que prend la forme-parti dans la région (le PCF faisant sans doute exception). Si la nécessité d'entourer le parti de tout un appareil d'organisations sympathisantes (franc-maçonnerie, organisations de libre pensée ou laïque à gauche, associations de jeunesse etc.), de bénéficier de l'appui d'une presse locale (cet aspect est assez peu développé sauf pour l'*Éclair* à droite) sont bien perçues, il apparaît cependant très difficile d'assurer au sein des organisations une certaine discipline. Le notable local est à la fois pour le parti un appui indispensable grâce à sa clientèle et un danger majeur du fait de son indépendance dont il peut faire une arme de division le cas échéant. Enfin dans la durée, des évolutions sont mises en valeur. Elles sont évidemment liées aux mutations démographiques, politiques, économiques et sociales qui renforcent de façon considérable les pôles urbains, plus modernes, de la plaine, Béziers, Sète, Montpellier et leur population de classes moyennes, diminuent la place de la viticulture et de la société rurale, accompagnent l'arrivée massive de rapatriés d'Algérie. Elles laissent subsister quelques traits majeurs, la force de la gauche, mais vulnérable quand même aux entraînements momentanés de l'opinion, la prégnance d'une droite non gaulliste qui peut à l'occasion s'allier avec l'extrême droite —comme le montre l'exemple de la gestion de la Région par J.Blanc entre 1986 et 2004—, la faiblesse des partis surtout à droite où le « parti-cartel » attrape tout est préféré à une solide organisation, l'importance maintenue des

pratiques clientélistes, une certaine audience, à gauche comme à droite, de la posture protestataire contre Paris et les dominations extérieures. Néanmoins « le national s'impose peu à peu au local » et on assiste à une certaine banalisation politique de la région (qui n'étonnera pas). Cet ensemble d'études méritait, du fait de sa qualité, une publication plus soignée et de plus grande audience que celle de l'éditeur Lacour, mais on peut espérer néanmoins que son intérêt très réel lui assure le rayonnement qu'elle mérite.

Raymond HUARD

* * *
*

Michel BOISSARD, Raymond HUARD, Claude MAZAURIC, *Cent ans avec le Prolé. Une rétrospective (1908-2008)*. Nîmes, Le Prolé Éditeur, 2008, 73 p.

Ce livre est recueil d'images, de témoignages et de textes sur la Maison du Prolétariat de Nîmes. Il a été réalisé à l'occasion de son centenaire par une équipe nîmoise de chercheurs confirmés et de militants engagés : Michel Boissard, Raymond Huard, Claude Mazauric. Il dénote et constitue incontestablement un apport par rapport aux autres études, plus universitaires, sur les territoires communistes car il est plus chaleureux.

Chaleureux, car décrire la vie d'une coopérative ouvrière devenue aujourd'hui un lieu incontournable des *ferias* nîmoises a plus de corps que de réaliser une monographie municipale. Au-delà de cette rapide comparaison, cet ouvrage rend compte avec érudition et méthode de l'évolution de cette forme associative sur plus d'un siècle. Maison du Peuple, coopérative, assurant son propre financement, le *Prolé* a toujours su d'adapter à son époque tant au regard de la réglementation que des réalignements politiques locaux ou nationaux. Car ce livre rend compte avec justesse, mais parfois passion, des luttes politiques entre « partenaires de gauche ». Il constitue un creuset de la mémoire communiste de Nîmes. C'est sans doute parce qu'il donne la « parole aux militants », à leurs images qu'il est chaleureux.

Chaleureux car l'histoire du *Prolé*, c'est bien l'histoire d'un lieu de sociabilité (et/de) politique tout autant que celle des structures qu'il héberge (associations, parti politique). Il est un « lieu de mémoire » de la politique gardoise.

Mémoire partisane, celle du Parti communiste bien sûr, dont Nîmes fut un des bastions comme le démontre la lecture au fil de cet ouvrage : visite de Nikita Khrouchtchev (1960), de Youri Gagarine (1967), les dix huit années de mandat municipal d'Emile Jourdan (1965-1983).

Mémoire spatiale (20, rue Jean Reboul), car le *Prolé* est un lieu partisan, aujourd'hui îlot structurant l'archipel communiste¹, qui a accueilli toutes les mobilisations, toutes les manifestations de la gauche communiste.

Mémoire nîmoise car lieu de passage traditionnel durant le cheminement des *ferias*, comme lieu symbole du Parti communiste, omniprésent dans le rapport de force à gauche dans la ville, le *Prolé* appartient bien à l'ensemble des Nîmois.

Cela est la conséquence de ce que, depuis plus d'un siècle, la Maison du Prolétariat agit dans la cité. Cet engagement, cette expérience militante et cette mobilisation permanente méritaient bien une chaleureuse histoire.

Fabien NICOLAS

* * *
*

¹ Roger Martelli, *L'Archipel communiste : une histoire électorale du PCF*. Paris, Éditions sociales, 2008, 271 p.

NOTES DE RECHERCHES :

LA CRISE DU MOUVEMENT ANTIMILITARISTE DANS LES PYRÉNÉES-ORIENTALES ET L'ÉCHEC D'UNE TENTATIVE UNITAIRE GAUCHE- ULTRA GAUCHE EN 1909

À la suite des conférences de Lorulot en juillet 1909¹, on constate un gonflement des effectifs de l'association antimilitariste. Ce sont surtout des anarchistes qui intègrent la section de l'AIA, pendant les mois de juin et juillet 1909, diminuant d'autant le poids relatif des socialistes. Il y a 19 nouveaux adhérents et parmi eux 12 anarchistes, dont deux sont qualifiés d' « apaches dangereux » par la police. On retrouve les professions les plus nombreuses déjà notées, cinq travaillent dans le bâtiment (deux maçons, un terrassier, un menuisier et un peintre) et il y a deux nouveaux portefaix. La liste mentionne aussi l'adhésion de « Pierre » Manalt, né à Perpignan le 2 janvier 1865, épicier, syndicaliste révolutionnaire, directeur du journal *Le Socialiste* de Perpignan. Il s'agit en réalité de Jean Manalt, modeste épicier du quartier Saint-Mathieu et organisateur en 1895, de la fédération socialiste des Pyrénées-Orientales. Cette fédération éclate en 1898 : les guesdistes restent seuls, les modérés favorables à l'alliance avec les Radicaux fondent l'Union Socialiste (PSF). En 1903, Jean Manalt est à l'origine de la naissance de l'hebdomadaire *Le Socialiste des Pyrénées-Orientales*². Il est membre du POF, du PS de France et en 1905, de la SFIO unifiée. Son frère, Célestin³ était déjà membre de la section Germinal.

L'importance accrue des anarchistes a deux conséquences, l'une à l'intérieur de la section et l'autre à l'extérieur. Vassail, secrétaire général est contesté par une fraction des quarante membres présents à la réunion⁴ du 29 juillet. Sauveur Fourcou⁵, secrétaire adjoint, poussé par René Camus⁶ prend à partie Vassail et le met en demeure de donner sa démission. Vassail refuse. « On a procédé à un vote secret et Vassail a eu la majorité. » Mais Vassail annonce sa démission prochaine puisqu'« il ne pouvait pas avoir confiance en tout le monde ». Lors de cette réunion on reparle de la conférence de S. Faure en 1904, conférence dont « la recette aurait été gardée par des camarades indéliçats », ce qui met en cause les anarchistes individualistes. Le 7 août, Vassail démissionne. Il est remplacé par François Doutres⁷, « son alter ego » selon le commissaire. Ce dernier explique la cause de la démission de Vassail : la section est divisée en deux camps, « celui des violents, partisans de la propagande par le fait, dont Camus est le chef et celui des moins violents approuvant les attentats à condition de ne pas en être eux mêmes les auteurs et qui ont Vassail pour chef. Ces derniers qui sont les plus nombreux, craignant que Camus n'amène par sa violence la dissolution de la section, ont voté pour Doutres qui n'est pour ainsi dire que la doublure de Vassail dont il reçoit les inspirations. » En réalité, se pose la question de refuser des adhésions, les anarchistes individualistes espérant augmenter leur poids grâce à elles. Le 20 août, Sonabellas, dit le « Canellas », anarchiste espagnol⁸, demande que l'on accepte

¹ Lire l'article précédent dans *Midi Rouge* n° 12, décembre 2008.

² MAITRON, Jean, *Dictionnaire biographique op. cit.*, t. XIII, 1975, pp. 340-342. Notice d'A. BALENT.

³ MANALT Célestin : Né à Perpignan le 23 octobre 1867. Tapissier de formation, puis sculpteur. Il exposa plusieurs fois à Paris et à Barcelone. Mort à Perpignan le 25 mai 1942, dans le dénuement. MAITRON, Jean, *Dictionnaire biographique, op. cit.*, t. XIII, 1975, p. 340. Notice d'A. BALENT.

⁴ Le commissaire donne des informations sur les réunions du groupe dont la fréquence est bi-mensuelle (les 27 juin, 10 et 29 juillet et 7 et 20 août). Tous les membres ne participent pas aux réunions.

⁵ FOURCOU Sauveur, né en 1879 à Eus, chevrier. C'est un « révolutionnaire et anarchiste dangereux, [au] caractère emporté, violent et vindicatif ». Rapport de police sur la section Germinal.

⁶ CAMUS René, né en 1879 à Vernon (Indre-et-Loire), menuisier, antimilitariste militant ; « anarchiste dangereux à surveiller de près ». Rapport de police sur la section Germinal.

⁷ DOUTRES, François, est né le 6 septembre 1880 à Montauriol. C'est un maçon, révolutionnaire et libertaire. Il possède un « caractère exalté et violent » selon la police.

⁸ Dans les P.-O., l'influence syndicaliste-révolutionnaire commence à se faire sentir de manière notable, à partir de 1905-1910, dans le syndicat des ouvriers du bâtiment, du fait, semble-t-il, de l'important nombre d'ouvriers espagnols qui dans leur pays étaient passés par l'école anarcho-syndicaliste. ⁸ BALENT, André,

toutes les adhésions, y compris celles de repris de justice, disant « que s'ils avaient volé à des riches, ils avaient bien fait ».

La section semble avoir une double stratégie. À celle de la majorité qui cherche à unir les diverses composantes de la gauche antimilitariste, dans un projet proche de celui de Gustave Hervé, s'oppose celle des anarchistes individualistes. Avec Lorulot est venu Dupont¹ Jules dit « Julot », typographe né en 1889 à Calais : « Son but était de rechercher les camarades convaincus et sûrs qui accepteraient les yeux fermés les décisions de l'organisation de Paris et ne reculeraient pas devant un attentat s'ils étaient désignés pour le commettre ». Il a recruté à Perpignan une douzaine d'anarchistes et paradoxalement, à Canohés « ceux que désignera Escudier le maire de cette commune ». De même, à Estagel, Maury, Latour-de-France et Tautavel, il recrute « ceux que désignera Dager ». Réalité ou fantasme policier ? On a du mal à imaginer des membres de la SFIO, désignant des auteurs d'attentat même quand ils sont proches des syndicalistes-révolutionnaires, comme Escudier.

Des actes terroristes semblent avoir été envisagés, il est vrai, par les groupes antimilitaristes. Le programme de l'« Organisation de Combat² » du 16 avril 1911 met clairement en place, un an et demi plus tard, un plan de sabotage des réseaux de communication et l'arrestation des autorités pour « les mettre dans l'impossibilité de nuire et en faire des otages ». Ce programme, comme celui de la Fédération Communiste Anarchiste³, est très précis et organise la répartition des sabotages à ses différents groupes. Un rapport de police de juillet 1914 fait le point sur les projets de sabotage de la mobilisation⁴. Il rapporte les paroles d'E. Martin, un des dirigeants de la FCA : « Immédiatement après la déclaration de guerre, une heure après s'il est possible, faire sauter les rails des lignes du Nord et de l'Est premièrement [...] Toujours à Paris, on devra tenter de faire sauter le palais présidentiel, les ministères de l'Intérieur, de la Guerre et des Finances afin de semer le désarroi. » Le 3 janvier 1914, le groupe libertaire de Nancy planifie quant à lui, dans une brochure de 35 pages, le sabotage des forts de Verdun !

À Perpignan, les anarchistes actifs organisent une réunion restreinte⁵ autour de Camus. « Ils ont décidé pour les attentats à commettre de profiter d'une grève », conclut le commissaire. Ces attentats ne doivent pas être dirigés contre les bâtiments publics « parce que pour réparer ou rebâtir ces monuments, il faudrait augmenter les impôts, ce qui serait un surcroît de charges pour les prolétaires ». Ils décident d'aller distribuer des imprimés anarchistes aux soldats devant les casernes, mais une seule distribution a lieu, avec peu de succès, place Arago. Cependant des affiches de l'appel « Aux soldats » sont placardées en ville⁶. Une autre est apposée, à Estagel, appelant les soldats à la révolte et à la désobéissance, après un séjour dans la commune du 80^e Régiment d'Infanterie, la veille et le jour même⁷. Cette affiche⁸ est éditée, en 1909, par les « Causeries Populaires » des X^e et XI^e

CADÉ, Michel, *Histoire du Parti Socialiste dans les PO de sa fondation (1895) au Congrès de Tours (1920)*, Conflent, printemps 1982, p. 41.

¹ Les éléments biographiques sont donnés par la police. Ce militant n'apparaissant pas dans le dictionnaire Maitron, on peut supposer qu'il s'agit d'un pseudonyme, situation fréquente chez les anarchistes illégalistes.

² Dirigé par G. Hervé et M. Almereyda. Programme cité par BECKER, Jean-Jacques, *Le Carnet B, op. cit.*, p. 62.

³ Louis Lecoin en est le secrétaire : il refusera l'incorporation pendant la guerre. L'organe du groupe *Mouvement Anarchiste* paraît d'août à décembre 1912 : il propose des recettes pratiques, comme le sabotage d'un canon de 75.

⁴ Archives nationales F 7-13348 : rapport de police de juillet 1914 sur les projets de sabotage de la mobilisation.

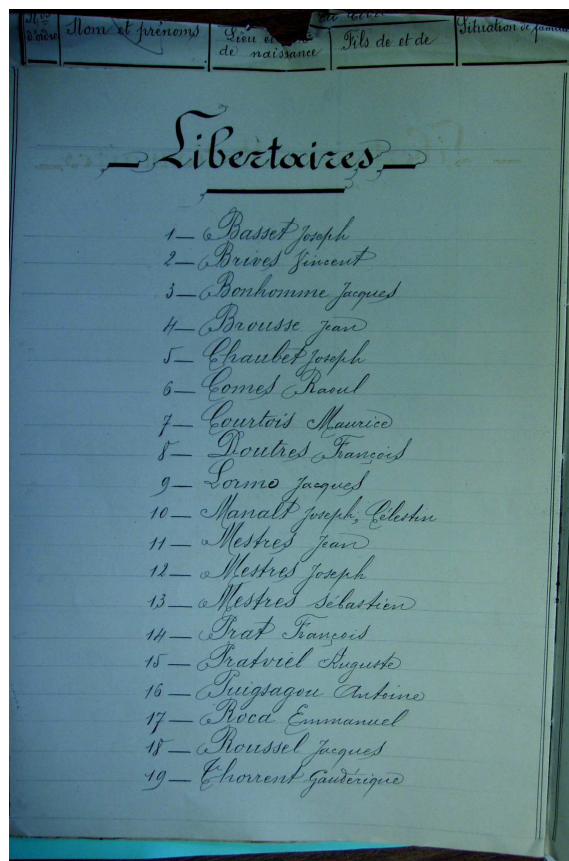
⁵ Même dans une réunion restreinte, il y a un informateur de la police !

⁶ *Le Socialiste des Pyrénées-Orientales*, n° 373 du vendredi 20 août 1909, même s'il est opposé à l'AIA, semble indiquer une imprégnation antimilitariste des militaires de Perpignan. Des réservistes du 53^e, retenus à la caserne jusqu'à six heures le samedi soir, ont sifflé et entonné *l'Internationale* pour manifester leur mécontentement. « La plupart d'entre eux, certainement sont antimilitaristes ; n'empêche qu'ils ne sont point antipatriotes, puisqu'ils se soumettent volontiers aux exigences de la loi et des règlements militaires ».

⁷ ADPO 1 M 588 : rapport de gendarmerie d'Estagel du 31 août 1909.

⁸ « Aux Soldats ! Faites donc comprendre à l'ouvrier qui va quitter l'atelier, au paysan qui va désertir les champs, pour aller à la caserne, qu'il y a des droits supérieurs à ceux que la discipline voudrait imposer... Et si l'ordre à tirer persistait, si l'officier tenace voulait quand même contraindre la volonté du soldat, les fusils pourraient partir, mais ce ne serait pas dans la direction indiquée ». Aristide Briand, ministre de la Justice.

Arrondissements de Paris. Elle utilise les citations de divers auteurs, politiques comme Briand ou de Freycinet ou littéraires (Anatole France entre autres). Un dernier rapport, le 25 octobre 1909, semble indiquer que la crise interne est terminée¹, puisque Vassail a repris son poste de secrétaire général du bureau définitif de la section perpignanaise de l'AIA, Dutres devenant secrétaire-adjoint et évinçant Fourcou. Escudier reste l'inamovible trésorier².



ADPO 1 M 588 : liste des anarcho-syndicalistes de la section Germinal. Rapport de police du 25 juin 1909 (cliché Miquèl Ruquet)

Mais la crise externe à l'AIA est à venir et elle va toucher le parti socialiste SFIO, provoquant une scission dans sa composante majoritaire guesdiste. Pendant qu'une partie des guesdistes de la Fédération socialiste a une stratégie de type « hervéiste », une autre partie tente un rapprochement entre la Fédération socialiste et la Bourse du Travail dont les dirigeants sont réformistes et proches

« Savez-vous quelque chose de plus navrant que l'existence de ces malheureux qu'on enlève à son champ, à son village, et qu'on jette, pour deux ans, dans une caserne, loin des siens, loin de tout ce qu'il aime, condamné à vivre avec d'autres hommes aussi à plaindre que lui ? Que voulez-vous qu'il reste à un pays de vigueur en réserve, lorsque dans 20 ans, tous les hommes auront passé par cette terrible filière ? » Édouard Drumont.

« L'alcoolisme, la prostitution et l'hypocrisie, voilà ce qu'apprend la vie à la caserne ». Charles Richet, professeur à l'Université de Paris.

« Le soldat entre au régiment ignorant et honnête, il en sort trop souvent aussi ignorant, mais corrompu ». De Freycinet, ministre de la Guerre.

« L'Armée est l'école du crime ». Anatole France, de l'Académie française.

« Une combinaison favorable m'a empêché de faire partie de cette belle armée française, où je n'aurais d'ailleurs pas donné d'autre exemple que celui de la désertion ». Henri Rochefort.

« Si les peuples se servaient de leurs armes contre ceux qui les ont armés la guerre serait morte ». Guy de Maupassant. Soldat, réfléchis et conclus toi-même ».

¹ Mais il n'y a seulement que vingt militants à la réunion !

² ADPO 1 M 784 : rapport du commissariat central de Perpignan au préfet, le 25 octobre 1909.

des Radicaux. André Balent note qu'« une appréciation différente sur l'opportunité d'un tel rapprochement a pu déboucher sur la rupture d'octobre 1909¹ ». Il est évident que pour des hommes comme Soubielle ou Escudier, la divergence est profonde avec la stratégie réformiste de Deslinières, même s'il se définit comme guesdiste, comme la grande majorité de la Fédération. Deslinières exprime bien l'opinion de la majorité, lorsqu'il condamne l'antimilitarisme d'Hervé et l'action directe préconisée par l'extrême-gauche, alors que des militants de son parti, minoritaires, s'organisent avec les anarchistes et les syndicalistes révolutionnaires.

Au moment où la stratégie de type hervéiste semble aboutir, la crise éclate en octobre 1909, lors d'une élection législative partielle, dans la deuxième circonscription de Perpignan, le 17 octobre 1909. « Jean Payra était le candidat de la Fédération socialiste. La candidature de Payra, un ancien de l'Union socialiste qui avait conservé des liens très amicaux avec la direction de la Bourse du Travail de Perpignan, pouvait en effet apparaître comme une provocation aux gardiens de l'orthodoxie guesdiste, tels Manalt ou Soulet². » Ce n'est pas la seule élection contestée et l'écho d'une polémique précédente est donné dans *La Voix du Peuple* de la CGT, dans un article signé du secrétaire-adjoint du syndicat des terrassiers, aide-maçons et similaires, Michel Vassail. C'est le récit de la réunion du 7 septembre 1909. À l'unanimité moins sa voix, le président de la Bourse, « l'ex-camarade Bertrand », a été voué « au mépris de la classe ouvrière » pour avoir appelé à voter pour un candidat d'un parti opposé au syndicalisme (Victor Dalbiez³) dans des réunions publiques, à Elne et Corneilla-del-Vercol « et cela au détriment d'un camarade de classe, d'un syndicaliste, le seul désigné par la classe des exploités à défendre leurs intérêts économiques au sein de l'assemblée départementale⁴ ».

Payra dénonce les « anarchisants » qui viennent le contredire dans les réunions publiques : il vise la gauche guesdiste, en particulier Manalt. Le terme n'est pas neutre et renvoie à l'alliance tactique de cette gauche avec les anarchistes. Deslinières et la plupart des groupes guesdistes ruraux se rangent derrière les anciens de l'Union socialiste. Deslinières « prit prétexte des incidents survenus tout au long de cette campagne électorale, pour faire convoquer à Rivesaltes, le 24 octobre 1909, un congrès fédéral extraordinaire ». La gauche guesdiste, minoritaire de fait, ne participe pas à ce congrès qui condamne sa stratégie et l'exclut. Elle tente de s'organiser en une fédération socialiste révolutionnaire, autour de l'hebdomadaire *La Bataille Sociale* qui va paraître pendant un an. Elle ne regroupe « qu'une minorité, apparemment négligeable, de militants⁵ », ceux de Perpignan et les groupes d'Estagel, Saint-

¹ BALENT, André, CADÉ, Michel, *Histoire du Parti Socialiste*, op. cit., p. 41

² BALENT, André, CADÉ, Michel, *Histoire du Parti Socialiste*, op. cit., p. 43.

³ L'élection partielle avait pour but de trouver un successeur au radical socialiste Jean Bourrat qui avait aidé la Bourse du travail de Perpignan à ses débuts (il avait été aussi député). Les candidats étaient : Victor Dalbiez, radical socialiste, Horace Chauvet, républicain opportuniste de *L'Indépendant* et Joseph Denis, radical qui fut maire de Perpignan. Dalbiez va être élu et va rester conseiller général du canton jusqu'en 1931. Il était donc conseiller de Perpignan Est durant la Première Guerre mondiale, en même temps que maire de Perpignan. Note d'A. BALENT.

⁴ *La Voix du Peuple* du 19 au 26 septembre 1909. Le candidat socialiste est François Tourres, ouvrier agricole d'Alenya, militant syndicaliste. *Le Socialiste des Pyrénées-Orientales* n° 374 du vendredi 27 août 1909 indique sa désignation comme candidat des socialistes, et le n° 376 du vendredi 10 septembre 1909, le retrait de sa candidature et l'appel à voter pour Victor Dalbiez, radical.

⁵ BALENT, André, CADÉ, Michel, *Histoire du Parti Socialiste*, op. cit., p. 45. *Le Socialiste des Pyrénées-Orientales* n° 383 du vendredi 5 novembre 1909, dans un article « Beaucoup de bruit pour rien », traite des suites du congrès. Il donne le chiffre de 66 dissidents sur près de 500 militants majoritaires. Le n° 390 du vendredi 24 décembre 1909 parle de la réunion des dissidents à Perpignan : il n'y a que 28 membres. Seuls 25 approuvent la motion de Manalt-Soulet demandant l'annulation du congrès de Rivesaltes. Les délégués d'Estagel, d'Alénia et Saint-Hippolyte sont pour l'apaisement. Ils restent à la fédération reconnue par le Conseil national du Parti mais demandent le retour de Manalt.

Les minoritaires, quant à eux, s'estiment plus nombreux. Le premier numéro de la *Bataille Sociale* du samedi 20 novembre 1909 s'adresse aux travailleurs révolutionnaires : « Travailleurs, je vous salue au triple cri de la classe ouvrière : Guerre au capitalisme ! Guerre à la guerre ! Guerre aux politiciens ! » Un article de J. Soulet dénonce les socialistes qui recherchent les combinaisons électoralistes. Un autre article sur le soldat Aernoult, en première page, reprend la thématique antimilitariste : « Il arrive à la compagnie de discipline le jeudi soir à cinq heures. Aussitôt cellule, puis peloton : il roule des brouettes de sable et porte des bonbonnes de sable au pas gymnastique. S'il succombe, on le roue de coups de pied et de matraque ; puis on le remet en cellule, on l'attache, on le bâillonne, on le frappe de la matraque sur la tête, sur l'estomac, sur le ventre. [...] Il était arrivé à

Hippolyte, Canohès et de Taurinya. Mais, Joseph Soubielle et le groupe d'Estagel, ainsi que Joseph Rigai de Saint-Hippolyte, réintègrent, dès 1910, la fédération du Parti socialiste unifié. C'est l'échec d'une stratégie « révolutionnaire » pour s'opposer à des compromissions électoralistes avec le radicalisme. C'est aussi l'échec de la création d'une organisation antimilitariste capable de fédérer les énergies. A. Balent souligne l'incohérence de cette stratégie, en ce qui concerne la gauche socialiste :

« És curiós, però, de constatar la doble referència ideològica d'aquesta esquerra socialista rossellonesa. Es reclamava de la puresa de la vella tradició guesdista i defensava l'herveisme. Referència curiosa quan hom sap l'oposició entre les tesis dels guesdistes i les dels herveïstes, particularment sobre la vaga general i la lluita antimilitarista. » (Il est curieux, cependant, de constater la double référence idéologique de cette gauche socialiste roussillonnaise. Elle se réclamait de la pureté de la vieille tradition guesdiste et défendait l'hervéisme. C'est une référence curieuse quand on sait l'opposition entre les thèses des guesdistes et celles des hervéïstes, particulièrement en ce qui concerne la grève générale et la lutte antimilitariste¹.)

Le samedi 1^{er} janvier 1910, dans *La Bataille Sociale*, les socialistes majoritaires à Rivesaltes sont appelés « soc-radicalisants », alors que les minoritaires se disent « révolutionnaires ». Un article d'A. Jobert dénonce l'électoralisme :

« J'ai vu de près, de très près, toute la sale cuisine de préparation électorale, toutes ces combinaisons louches et habiles des candidats cherchant à se faire désigner [...] Disant bien haut notre indifférence complète avec l'électoralisme, notre dégoût de la politique, notre scepticisme sur l'efficacité du parlementarisme, nous sauverons l'honneur du socialisme. [...] Laissons les parlementaires se vautrer dans la boue, s'enfoncer plus en avant dans le mépris du peuple. Notre tour viendra. »

C'est Deslinières qui est ainsi dénoncé et ce dernier réplique dans son journal, *Le Socialiste des P.-O.*, en attaquant le journal hervéiste, *Le Travailleur Socialiste de l'Yonne*, et par ce biais dénonce la stratégie d'alliance : « Jusqu'ici la Fédération de l'Yonne était avant tout, avant d'être socialiste, anticléricale, antipatriote, insurrectionnelle. Eh bien ! Il ne faudrait plus faire tant d'anti... et être un peu plus socialiste². » Alors que le *Travailleur Socialiste de l'Yonne* défend l'anarchisme comme étant une doctrine socialiste comme les autres, « l'auteur de cet article, probablement Deslinières, pourfendait les libertaires³ ».

L'attaque vise bien, au-delà des anarchistes, leurs alliés locaux syndicalistes révolutionnaires et surtout, la gauche révolutionnaire exclue au congrès de Rivesaltes. La majorité, derrière un discours guesdiste, continue l'évolution réformiste. Dans le n° 385 du vendredi 19 novembre 1909⁴, en page trois, le journal attaque directement Boniface Escudier en reprenant une lettre de la section de Canohès du 16 novembre, sous le titre d'une « Épuration nécessaire ». « Nous espérions une entente entre tous les membres de Canohès. Il n'en a rien été. Ayant à choisir entre les mesquines querelles de personnes et l'intérêt du Parti, nous optons pour ce dernier. Aussi nous avons décidé de former un groupe affilié au Parti. » Cette lettre est signée par sept militants, Jean Tourné, Raymond Salvat, Antoine Doutres, Henri Narbonne, Pierre Narbonne, Jean Bertrand et Férreol Bech. Ils reçoivent les félicitations de la Commission administrative. « Ils ont eu le courage de se séparer d'éléments qui n'étaient entrés dans le Parti que pour y semer la division au profit de nos adversaires bourgeois. C'est ce que nos camarades doivent faire partout où l'anarchie s'est glissée dans leurs rangs. Nous n'en serons pas plus faibles, mais plus forts. Les quelques vrais socialistes restés en dehors du nouveau groupe y rentreront quand ils en feront la demande. La porte n'est fermée qu'aux

la compagnie plein de santé et de force. En cinquante-six heures, les brutes de Biribi l'avaient assassiné militairement. Voilà qui est fait pour encourager les mères. » Mais surtout, l'hebdomadaire revient sur le Congrès socialiste « dissident », tenu à Perpignan le 24 octobre : 139 cartes étaient représentées (Perpignan-central, Perpignan-St Jacques, Canohès, Taurinya, Estagel, Salces, Saint-Hippolyte, Perpignan-gare et Perpignan-Saint-Mathieu). Avec les groupes non mandatés à Rivesaltes (Pollestres) ou qui se sont abstenus (Alenya, Saint-Cyprien, Prades et Fillols), ils arrivent au chiffre de 200 opposants.

¹ BALENT, Andreu, *Història de les organitzacions obreres a Catalunya nord (1851-1914)*, Centre pluridisciplinari d'estudis catalans, Centre universitari Perpinyà, 1977, p. 193.

² Cité par BALENT, André, CADÉ, Michel, *Histoire du Parti Socialiste*, op. cit., p. 46. Il reprend le vocabulaire de l'article de P. Constans paru le 18 juin 1909 dans le n° 364.

³ *Ibidem*.

⁴ *Le Socialiste des Pyrénées-Orientales*.

anarchistes. » L'ennemi est clairement désigné : ce sont les anarchistes et ceux qui veulent s'allier avec eux en refusant la stratégie ouvertement électoraliste de Deslinières.

C'est cette stratégie, que *La Bataille Sociale*, à l'approche des élections législatives, va dénoncer sans hésiter à nommer le candidat du PSU comme le responsable de cette évolution. Le n° 18 du samedi 19 mars 1910 s'adresse « aux charlatans de la foire électorale ». « L'intrigue est très habilement menée par un homme qui se connaît en chinoiseries politiques. C'est pour ne pas le nommer, le citoillien [sic] Deslinières [...] il est décidé à tous les maquignonnages possibles, pourvu qu'ils lui soient profitables¹ ». Le n° 20 du samedi 2 avril 1910 informe que Deslinières a été chahuté à une réunion, à l'école Paul Bert de Perpignan, par les électeurs de Saint-Mathieu et parmi eux, beaucoup de minoritaires. « La réunion fut en effet des plus mouvementée et les débuts furent des plus pénibles² ». Deslinières refuse de répondre à un contradicteur et quitte la salle. Dans le n° 22 du samedi 16 avril 1910, la Fédération socialiste révolutionnaire informe qu'elle ne présente pas de candidat et qu'elle appelle à ne voter pour aucun candidat. « Ne distinguez pas entre les candidats qui sollicitent vos suffrages. Ce sont tous des ennemis d'hier et de demain. Ne votez pour aucun d'eux ». Une nouvelle réunion mouvementée se déroule à Perpignan, salle des Tanneries. Les socialistes de Rivesaltes, Saint-Estève et Espira sont venus en force pour soutenir Deslinières à une réunion d'A. Bosch, candidat antiparlementaire. Ce candidat demande l'abstention aux élections. Joseph Soubielle a déjà rejoint la fédération et soutient Deslinières, alors que les minoritaires ont choisi de le faire battre. Le n° 24 de *La Bataille Sociale* du samedi 30 avril 1910, après le premier tour, fait le décompte des voix perdues par Deslinières : 195 à Perpignan, 42 à Estagel, 14 à Saint-Hippolyte. Six mille électeurs se sont abstenus dans la circonscription (1/3 des électeurs inscrits). « Il a traité les meilleurs d'anarchistes. Et bien voilà comment cet homme est à présent puni de toutes ses cabrioles politiques ».

Au deuxième tour des législatives du 8 mai, Deslinières est battu par Victor Dalbiez de 551 voix sur 12 786 votants. Analysant sa défaite, naïvement, le candidat socialiste décrit ce qu'il pense être le chemin vers le socialisme. Dans le n° 410 du socialiste des Pyrénées-Orientales, le vendredi 13 mai 1910, il explique pourquoi il voulait être député. « J'étais donc à même de déposer, de soutenir, et sans doute de faire triompher à la Chambre une proposition de socialisation de la Nouvelle-Calédonie, réglant minutieusement les détails de la transformation et le fonctionnement du nouveau régime ». Cet exemple aurait été suivi par l'Australie et la Nouvelle-Zélande et dans 50 ans, par les États-Unis, l'Angleterre, la France et l'Allemagne.

« La transformation décisive serait accomplie, et l'humanité serait délivrée sans qu'il en eût coûté une goutte de sang. Voilà l'œuvre à laquelle je voulais me consacrer. Je n'en ai pas parlé plus tôt, sachant que je ne serais compris et suivi que par une infime minorité. C'est pour la réaliser que, surmontant un violent dégoût, je suis descendu une fois de plus dans l'arène électorale où, une fois de plus, j'ai été vaincu. Je n'ai jamais connu, dans ma vie d'âpre labeur, le réconfort du moindre succès¹ ».

La révolution mondiale est arrêtée par les 551 voix qui manquent pour faire de lui un député des Pyrénées-Orientales !

Jean Manalt malade², la Fédération socialiste révolutionnaire ne tarde pas à disparaître. La police ne donne plus que des informations fragmentaires sur les activités antimilitaristes à Perpignan. Les sections de l'AIA ont-elles sombré avec l'échec de la minorité de gauche du parti socialiste ? La section Germinal continue de fonctionner et organise des conférences. Le n° 3 du samedi 4 décembre 1909 de *La Bataille Sociale* annonce une conférence d'E. Girault, salle des Tanneries, le mardi 7 décembre 1909, à la demande de l'association. François Dutres en précise le thème : « Au lendemain de la Révolution comment fonctionnerait la société communiste ? » Le n° 4 du samedi 11 décembre 1909 fait un compte-rendu de la réunion d'E. Girault, « devant une salle assez bien garnie ». Les syndicats et l'éducation permettront la révolution, mais comme toujours, le conférencier aborde l'antimilitarisme et dénonce « l'église et l'armée, chiens de garde de la société. Ils ont besoin de l'armée pour mettre des balles républicaines dans le ventre des prolétaires comme à Narbonne, Villeneuve-Saint-Georges, Draveil, etc. »

¹ *Le Socialiste des Pyrénées-Orientales*, 1910-1913.

² Il devient aveugle. Il meurt à Perpignan, le 15 octobre 1915.

L'action de l'association continue dans le cadre des syndicats, essentiellement ceux des maçons, des boulangers et des ouvriers agricoles. Au 2^e congrès départemental de l'Union des syndicats des Pyrénées-Orientales, du 1^{er} au 2 novembre 1910, Vassail dans un rapport très documenté précise les griefs qui militent en faveur de l'antimilitarisme. Il préconise des mesures immédiates comme l'éducation de la femme, celle des enfants par les femmes et l'éducation des hommes par le syndicat. Avec Plit du syndicat des boulangers, il demande la suppression des armées permanentes¹. Escudier évoque les moyens de propagande développés à Canohès, le « Sou du Soldat » et le « Manuel du soldat² ». L'ordre du jour proposé par Escudier³ est approuvé par 22 voix contre 2 et 2 abstentions : « Le congrès invite les syndicats ouvriers à appliquer les décisions des congrès nationaux corporatifs de la CGT relatives à la propagande antimilitariste⁴ ». Boher, des agricoles d'Espira-de-l'Agly et socialiste proche de Deslinières, vote contre la proposition. Pourtant, *Le Socialiste des Pyrénées-Orientales* appuie l'antimilitarisme. Le n° 434 du vendredi 28 octobre 1910 met en exergue, en gras et en première page, une phrase d'Aristide Briand, phrase prononcée au Congrès national de décembre 1899¹⁷ : « Soldats écoutez ! [...] On peut préconiser la grève des soldats, on peut même essayer de la préparer, et vous avez raison de me rappeler que nos jeunes militants s'emploient à faire comprendre à l'ouvrier qui va quitter l'atelier, au paysan qui va désertier les champs pour aller à la caserne, qu'il y a des devoirs supérieurs à ceux que la discipline voudrait leur imposer⁵ ». Le vendredi 18 novembre 1910, il y a une autre citation contre la guerre. La une du n° 480 du samedi 16 septembre 1911 propose un article de Jean Colly, député de la Seine, sur « La Guerre ». C'est une violente déclaration contre les morts et les destructions à venir. Il termine en reprenant la phrase de Vaillant « Plutôt l'insurrection que la guerre ! » La majorité guesdiste semble se rapprocher des minoritaires et des syndicalistes révolutionnaires.

Le 1^{er} novembre 1911, le 3^e congrès départemental de la CGT s'affirme toujours « pour une action commune du syndicalisme avec les groupements d'avant-garde dans toutes les manifestations de protestation contre la guerre et autres événements prolétariens⁶ ». C'est encore la tactique de la gauche socialiste qui est préconisée. En septembre 1911, dans les réponses à un questionnaire⁷, le préfet signale que c'est surtout le syndicat⁸ des terrassiers, aide-maçons et similaires qui fait de la propagande antimilitariste et révolutionnaire. Ses militants donnent des conférences dans les villages, au sein des syndicats agricoles, ou envoient de l'argent au comité de défense sociale de Paris. Il indique que presque tous les membres de ce syndicat, où l'influence anarchiste est forte, font partie de la section antimilitariste de Perpignan. En revanche, « la Bourse du Travail⁹ ne fait pas, du moins directement, de la propagande antimilitariste ou révolutionnaire, quoique parfois, les orateurs qu'elle fait venir se laissent aller à faire l'apologie de l'antimilitarisme et de la Révolution Sociale ». Et il donne l'exemple de la conférence de Duchêne, conseiller prud'homme de Paris, le 1^{er} mai 1911. *La Voix du Peuple* du 13 mai 1911 relate qu'après la conférence de Duchêne devant 1500 personnes, a

¹ *La Bataille Socialiste*, n° 51 du samedi 5 novembre 1910.

² Le congrès 1902 de la CGT, tenu à Alger, décide de la création d'un *Manuel du soldat* dont la réalisation est confiée à Yvetot. Il y a un premier tirage de 20 000 brochures, 9 éditions de 10 000 exemplaires et 5 de 15 000. En 1908, 16^e édition au total 1 185 000 exemplaires. Plusieurs thèmes sont repris dans la brochure : la négation de l'idée de Patrie conçue comme une religion ; le refus de toute forme d'armée, responsable de l'abrutissement et de la perversion des jeunes ; la dénonciation des massacres de la guerre. L'éducation, par le moyen du *Manuel* entre autres, doit permettre d'éviter tous ces maux. C'est ce raisonnement que l'on retrouve dans les sections des Pyrénées-Orientales de l'AIA. À la suite de la création de ce *Manuel*, Yvetot est accusé de provocation à la désertion ou à la désobéissance. Il est acquitté, le 30 novembre 1903, par les jurés des Assises de la Seine. BECKER, Jean-Jacques, *Le Carnet B*, op. cit., p. 69.

³ Cité aussi par BALENT, Andreu, *Història de les organitzacions obreres*, op. cit., p. 180.

⁴ *La Voix du Peuple* du 8 janvier 1911.

⁵ C'est une citation de l'affiche de l'appel « Aux soldats » !

⁶ *La Bataille Syndicaliste* du 10 novembre 1911.

⁷ ADPO 2 J 37 : questionnaire sur la Bourse du Travail de septembre 1911, complété et envoyé par le préfet au ministre de l'Intérieur.

⁸ En 1910, le secrétaire est François Dutres et en 1911, Michel Vassail.

⁹ Trois des six dirigeants appartiennent au PSU, deux sont « antimilitaristes et révolutionnaires » et le dernier est simplement qualifié de « républicain ».

lieu un passeville, drapeau rouge en tête et au chant de *l'Internationale*. Des cris « Vive Rousset » retentissent¹.

Le formidable mouvement du printemps et de l'été 1909 a disparu. Il ne reste plus que des actions ponctuelles, faites par des petits groupes de syndicalistes. Le dimanche 8 décembre 1912, à la Bourse du Travail de Perpignan, est organisé un Grand Meeting contre la guerre. Les organisateurs énoncent qu'ils ne veulent pas de la guerre : « Nous n'en voulons plus, [...] nous tenterons tout pour l'empêcher ». Ils s'adressent aux travailleurs, mais aussi aux femmes : « Nous comptons sur vous pour venir affirmer au Meeting de dimanche, votre horreur des massacres² ». Le vote de la loi des trois ans³ relance l'antimilitarisme. Le n° 556 du vendredi 14 mars 1913 du *Socialiste des Pyrénées-Orientales*⁴ présente un éditorial de Compère-Morel, député du Gard « Contre la loi des 3 ans ». Le numéro de la semaine suivante informe sur la tenue, le samedi 22 mars 1913, à Perpignan, d'un meeting contre la loi. Ce dernier est animé par Paul Ader, secrétaire de la Fédération des agriculteurs du Midi. Le mot d'ordre se veut mobilisateur : « Dressez-vous contre le crime qui se prépare⁵ ! » La section de l'AIA semble bien atone. Le commissaire central note que « la surveillance exercée aux abords des casernes et sur la voie publique n'a donné lieu à aucune intervention. Aucun rassemblement de militaires ne s'est formé et aucun civil n'a été vu rodant [sic] autour des casernes pour se livrer au racolage des soldats ou à la distribution de feuilles antimilitaristes⁶. » Cela explique aussi le peu de réactions à la déclaration de guerre en août 1914.

Miquèl RUQUET

* * *
*

L' « ÉCOLE ÉMANCIPÉE » DANS L'HÉRAULT. L'HÉGÉMONIE D'UNE TENDANCE SYNDICALE.

1^{re} PARTIE 1935-1945 : DE L'UNION À LA LIBÉRATION⁷

L'histoire de l'*École émancipée* dans l'Hérault apparaît comme éminemment paradoxale. En effet, cette tendance est, dans le département doublement minoritaire. Au sein de la CGTU elle-même, la domination des instituteurs militants communistes est sans partage. En termes de rapports de forces syndicaux, par ailleurs, la CGTU n'a, dans ce département, qu'une importance numérique résiduelle avant la réunification syndicale face à l'hégémonique syndicat national des instituteurs (SNI) affilié à la CGT. Pour autant, dès les premiers temps de la réunification, en 1936, cette tendance va devenir le pivot de la majorité du syndicat. L'épisode n'est en rien conjoncturel puisque l'unité syndicale n'est que le début d'une hégémonie de *L'École émancipée* qui ne sera remise en cause qu'aux débuts des années 1970. Cette emprise de la tendance sur le SNI héraultais est due en grande partie à la notoriété de l'un de ses principaux animateurs locaux et nationaux, Marcel Valière⁸. Dernier secrétaire général de la fédération unitaire de l'enseignement, il joue un rôle clef dans la construction de la nouvelle majorité qui émerge dans le syndicat à compter de 1936. Pour autant, l'explication ne saurait en elle-

¹ *La Voix du Peuple* du 13 mai 1911.

² ADPO 4 M 792 : affiche du meeting du 8 décembre 1912.

³ Vote le 19 juillet 1913 à la Chambre et le 7 août au Sénat.

⁴ *Le Socialiste des Pyrénées-Orientales*, n° 556, vendredi 14 mars 1913.

⁵ ADPO 4 M 792 : affiche du meeting du 22 mars 1913.

⁶ ADPO 1 M 589 : rapport du commissariat central de Perpignan au préfet, le 21 mai 1913.

⁷ Nous avons choisi, faute de place, de découper notre article en deux séquences historiques. La seconde, couvrant la période 1948-1974 paraîtra dans le prochain bulletin de *Midi Rouge*.

⁸ Sur Marcel Valière, nous renvoyons à notre fiche (à paraître dans le *Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier, mouvement social*). On peut aussi se reporter à Henri Féraud, Henri Vidalenche, « Notre ami Marcel Valière, militant du syndicalisme révolutionnaire lutte de classe », supplément de *L'École émancipée*, n°8, 1975. Sur son rôle au sein de la fédération unitaire de l'enseignement, voir François Bernard, Louis Bouet, Maurice Dommanget, (et al.), *Le Syndicalisme dans l'enseignement : histoire de la Fédération de l'enseignement, des origines à l'unification de 1935*, Toulouse, CRDP, 1968-1969, 3 vol. et Le Bars Loïc, *La Fédération unitaire de l'enseignement. Aux origines du syndicalisme enseignant (1919-1935)*, Paris, Syllepse, 2005.

même suffire, même s'il est tentant de faire le rapprochement, dans le temps, entre le changement de majorité, en 1974, au profit de la tendance *Unité Indépendance et Démocratie* (UID) et la mort de Marcel Valière (1905-1973).

Si l'on veut comprendre les résultats produits par la fusion syndicale CGTU / CGT dans l'Hérault et l'élaboration progressive d'une direction proche de l'École émancipée, il faut revenir sur ce qu'étaient les situations respectives des deux syndicats avant la réunification. En effet, seules les convergences de vues entre une partie du SNI et la minorité des syndicalistes de la fédération unitaire peuvent expliquer que, dès 1936, se construit une majorité fédérale transverse aux deux syndicats, majorité qui s'identifie rapidement à l'École émancipée.

État des lieux du syndicalisme des instituteurs héraultais avant l'unité

La section départementale du syndicat national des membres de l'enseignement laïque, adhérente de la CGTU est créée en 1924 dans l'Hérault, Issus du groupe des jeunes exclus du SNI, les principaux fondateurs du syndicat unitaire sont militants communistes à l'image de Raoul Calas, Pierre Alquier ou Louis Gautrand¹. Le syndicat bénéficie d'une audience réduite dans le département face à une CGT dominante chez les syndiqués et dans les élections syndicales. Si le bulletin n'évoque jamais les chiffres d'adhérents, on peut déduire du nombre de participants aux assemblées générales et des résultats des élections au conseil départemental de l'enseignement primaire que les effectifs de la CGTU tournent, durant cette période, autour d'une fourchette allant de 50 à 70 adhérents². En termes électoraux, les chiffres sont tout aussi difficiles pour la CGTU comme le montre le tableau suivant. Entre 1926 et 1934, les unitaires sont largement dominés par les candidats du SNI. Cette tendance s'accroît tellement qu'en 1933, ils préfèrent ne pas présenter de candidats.

Institutrices

Année	Inscrits	Votants	Candidats Élus	Autres candidats
1930	1122	733	Jullien 618 Sienne 579	Gautrand 83 Monteillard 66
1932	1121	499	Guy 442	Monteillard 44
1933	1135	539	Guy 525	-
1934	1191	626	Barthez 559	Monteillard 32

Instituteurs

Année	Inscrits	Votants	Candidats Élus	Autres candidats
1932	596	506	Bravet 351 Guionet 321	Valière 67 Garbal 66 Raynal 64
1933	580	369	Guionet 349	-
1935	581	468	Bravet 424 Gautrand 395	

Tableau 1 :
Élections au conseil départemental de l'enseignement primaire³

Cette difficulté à émerger peut s'expliquer. Syndicat de classe, activiste, revendiquant le rejet de la collaboration avec l'administration, la CGTU rompt avec un certain consensus autour de l'école républicaine. La contestation d'une école de classe peut rebuter certains tout autant que l'emprise communiste, notamment durant sa phase de bolchévisation. D'autre part, nombre de dirigeants CGTU sont victimes de la répression syndicale. Dès 1927, plusieurs dirigeants sont frappés de peines

1 Jean Sagnes, *Politique et syndicalisme en Languedoc, L'Hérault durant l'entre-deux-guerres*, Montpellier, UPV, 1986, pp. 238 et suivantes. On peut par ailleurs lire leurs notices réalisées par Jean Sagnes dans le

Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier français, 4^e partie. Plus globalement, nous renvoyons à ce dictionnaire pour ce qui est des syndicalistes évoqués dans cet article.

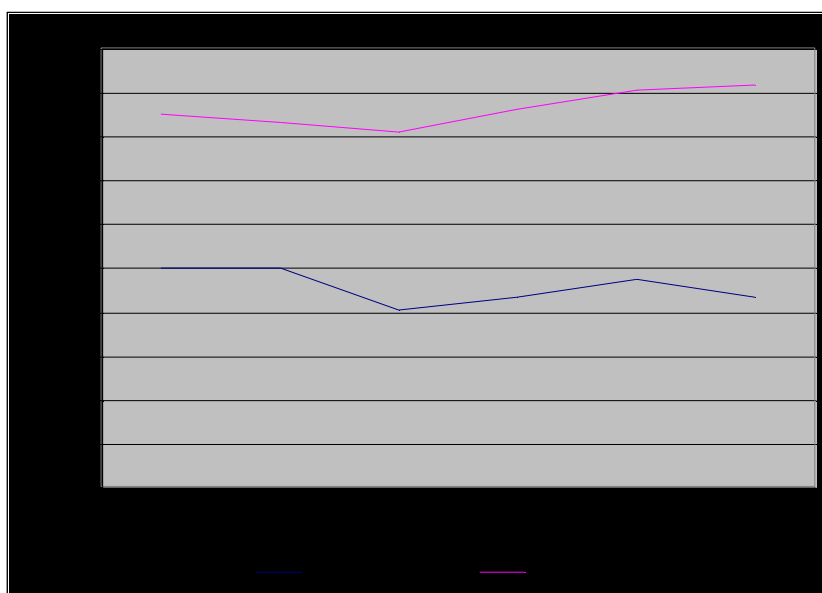
2 Jean Sagnes, *op. cit.* donne le chiffre de 60 adhérents en 1929 pour le syndicat unitaire.

3 Arch. départ. de l'Hérault, 1 T 4490 et 5819. Les candidats dont les noms figurent en gras sont les candidats unitaires. Les autres candidats battus sont des dissidents du SNI.

diverses consécutives à leurs activités politiques ou syndicales, d'Henriette Alquier en 1927 à Raoul Calas puis plus tard Louis Gautrand et Marcel Valière. Au-delà, les dirigeants du syndicat eux-mêmes n'attribuent pas leurs difficultés à la seule répression syndicale. Expliquant la baisse de ses effectifs en 1932, ils évoquent aussi « l'attitude ultra gauchiste de Laval »¹, le secrétaire du syndicat CGT.

La CGTU est, par ailleurs, loin d'être homogène idéologiquement. Dès la fin des années 1920, deux groupes coexistent. Le premier, communiste, dirige localement, jusqu'à la fusion syndicale, le syndicat. Le second, minoritaire dans le département, autour de Marcel Valière, s'identifie à la majorité fédérale du syndicat. Si le bulletin de ce dernier retrace essentiellement les interventions des dirigeants communistes, il n'en laisse pas moins aussi l'expression aux tenants de l'École émancipée, notamment Marcel Valière et Régis Messac². Lors des assemblées générales, les décomptes montrent que les deux tendances, dans les années 1930, regroupent respectivement, globalement 1/3 des voix pour les tenants du bureau fédéral, 2/3 des voix pour la tendance communiste. Parmi ses militants École émancipée figurent d'anciens communistes (Henri Féraud par exemple) mais aussi des militants de la gauche de la SFIO tels que Émile Coulouma, Charles Alliès ou Georges Rivals³.

Face à la CGTU, la principale organisation syndicale enseignante est le SNI. Adhérent de la CGT depuis 1925, le Syndicat national des instituteurs et institutrices publics de France et des colonies (SNI) s'inscrit dans des traditions plurielles. Originellement issu de l'amicalisme enseignant d'avant-guerre, le SNI regroupe plusieurs cultures politiques et syndicales, du radicalisme à la SFIO à passant par des tenants de l'anarcho-syndicalisme, de l'action revendicative et syndicale à la culture des amicales. Jusqu'à la fusion, la CGT dispose d'une hégémonie sans partage dans l'Hérault. Avec plus de 1000 adhérents en 1927 et 805 en 1929, le SNI en compte 864 en 1934 soit respectivement 60, 53 et 50 % des instituteurs et institutrices du département. Au conseil départemental de l'enseignement primaire, les chiffres sont encore plus éloquentes pour exprimer l'influence du SNI. En 1932, le SNI regroupe 81 % des suffrages exprimés chez les institutrices, 66 % chez les instituteurs contre respectivement 13 et 11% au syndicat unitaire. Une élection partielle de 1934 donne 89 % à la candidate du SNI.



Graphique 1 : Adhérents du SNI de l'Hérault⁴

1 *Avant-Garde syndicaliste*, n°81, octobre 1932. *L'Avant-Garde syndicaliste* est le bulletin départemental du syndicat unitaire.

2 À la différence du SNI, syndicat catégoriel, les unitaires ont créé un syndicat enseignant unique regroupant 1^{er} et 2^e degrés, ce qui explique la présence dans ce syndicat de professeurs du second degré.

3 Charles Alliès quitte néanmoins assez tôt le syndicat unitaire pour rejoindre le SNI.

4 Les chiffres sont issus du journal du syndicat, *L'Hérault enseignant* (1924-1939)

Cette emprise du SNI est cependant à relativiser. L'Hérault a un taux d'adhésion plus faible que des départements comme le Gard ou la Lozère. Cette moindre attractivité peut avoir plusieurs causes, la féminisation d'une part¹, le positionnement syndical d'autre part.

Le SNI, comme son homologue unitaire, n'est pas exempt de conflits et de débats internes. Le passage de l'amicalisme au syndicalisme laisse des traces dans l'organisation, il en est de même du débat sur l'adhésion à la CGT qui n'est acquise qu'en 1925, « malgré la vive opposition de certains camarades » note *L'Hérault enseignant*². Les deux années suivantes, c'est le projet de comité mixte entre le SNI et les unitaires qui divise les membres du conseil syndical. Ces lignes de clivage se durcissent de plus en plus avec un basculement de majorité qui s'opère progressivement durant cette période. En 1928, le conseil syndical, majoritairement favorable au comité mixte élit comme secrétaire François Laval porteur d'une ligne ouvertement hostile aux amicales. De retour du congrès national, il n'hésite pas à critiquer ouvertement cette position majoritaire au niveau national : « certains congressistes, vieux amicalistes mal évolués ne peuvent encore retenir leur indignation quand on se permet de toucher à Galy ou à Roussel »³. La même année, André Vidal, militant de la gauche de la SFIO, représentant du SNI devient secrétaire de la Fédération générale des fonctionnaires CGT. Cette évolution radicalise les oppositions au sein du syndicat. Lors de l'assemblée générale de 1929, des prises de position se font entendre pour remettre en cause la nouvelle ligne. C'est ainsi qu'un militant « accuse la majorité du conseil syndical d'avoir créé une tendance et dit que nous avons commis une première faute en allant vers les communistes (..) » avant d'accuser André Vidal d'être « un extrémiste de gauche »⁴. La crise prend de nouvelles proportions en 1929, une liste dissidente du SNI concurrençant, sans succès, les candidats du syndicat lors des élections au conseil départemental.

Deux lignes s'expriment dans le conseil syndical du SNI⁵. La première, regroupe les anciens amicalistes, proches des radicaux et de la gauche modérée, voire d'une partie des socialistes, soutient la majorité du syndicat national. Favorable à la collaboration avec l'administration, il affirme des positions modérées et rejette l'unité syndicale. La seconde, hostile à la ligne de la direction nationale du syndicat, défend une action syndicale plus offensive. Dès 1929, elle prône l'interdiction d'appartenir au groupe des maîtres de cours complémentaire. En 1931, elle lance la première grève enseignante, celle des examens, décidant que « les autres (les non grévistes, ndla) les lâches, seront exclus, chassés de nos rangs en vertu du verdict unanime de l'assemblée générale de Béziers »⁶. Cette ligne syndicale, qui remet en cause la tradition de collaboration avec l'administration, n'est pas sans produire deux types d'effets. Le premier concerne les effectifs. Le syndicat perd une partie de ses effectifs rebutés par la politique ouvertement unitaire du syndicat et une politique syndicale plus intransigeante, notamment dans ses rapports avec l'administration. Le second est le positionnement de l'Hérault qui s'affirme désormais, —et ce globalement jusqu'à la guerre— dans la minorité nationale lors de chaque assemblée générale. Comme le relève, déçu, au retour du congrès, l'un des conseillers syndicaux, le SFIO René Daumas, « l'action directe n'a pas la cote dans notre syndicat et nous allions sous peu nous en rendre compte »⁷.

Autour de François Laval, nombre de militants de la gauche de la SFIO, d'André Vidal à Clémentine Barthez en passant par René Daumas et Louis Caujolle forment cette équipe fédérale. En 1932, néanmoins, cette majorité est remise en cause. Conséquence des remous produits par la grève de cette année-là, c'est un bureau plus modéré mené par Marius Bravet qui dirige désormais le syndicat. Pour autant, dès l'année suivante, le nouveau secrétaire se retrouve minoritaire dans le conseil syndical et en fait part aux adhérents : « la majorité du conseil syndical a approuvé le front unique institué dans l'Hérault. C'est son droit. Mais j'ai voulu dégager publiquement ma

1 Les taux de participation du tableau 1 montrent que les institutrices sont moins mobilisées que leurs homologues masculins lors des consultations électorales.

2 N°96, mai 1929.

3 *L'Hérault enseignant*, n°119, octobre 1931.

4 *L'Hérault enseignant*, n°95, avril 1929.

5 Malgré le débat entre majorité et minorité, il n'y a pas de tendances organisées au sein du SNI. Les candidatures au conseil syndical sont individuelles.

6 *L'Hérault enseignant*, n°118, juillet 1931. Le syndicat décide par ailleurs de diffuser la liste des non grévistes.

7 *L'Hérault enseignant*, n°119, octobre 1931.

responsabilité »¹. Sa démission, un an plus tard, redonne la direction du syndicat aux tenants de l'unité syndicale. Sous l'égide de Clémentine Barthez, nouvelle secrétaire, c'est l'aile gauche qui préside aux destinées de l'organisation et à la mise en œuvre de l'unification syndicale.

Préalablement à la fusion, les deux syndicats tendent dont, entre 1934 et 1935 à se rapprocher. Le SNI, non sans réticence, prend la défense des unitaires sanctionnés et affiche une action syndicale plus revendicative. Cette position n'est pas seulement celle des dirigeants. C'est aussi celle de la majorité des adhérents. Le 12 février 1934, le syndicat annonce 560 grévistes pour un effectif de 860 syndiqués². Finalement, plus on approche de l'unité moins les clivages se font entre syndicats mais plutôt au sein des deux syndicats entre les différentes lignes syndicales. C'est ce qui explique que dès 1935 les rapprochements deviennent de plus en plus marqués. Lors de l'élection du conseil départemental, les deux syndicats réalisent même une liste commune, regroupant trois confédérés et un unitaire³. Cette situation explique que la fusion syndicale s'opère sans trop de difficultés dans le département, ce qui permet de relativiser les approches qui ont pu être apportées quant au syndicalisme confédéré durant cette période⁴. *In fine*, dès cette période, on peut observer des convergences minimales entre d'un côté la tendance *École émancipée* et de l'autre les principaux cadres du SNI.

L'unification syndicale sous l'égide de l'École émancipée

La réunification de la CGT aboutit, dès sa réalisation, au rapprochement entre militants des deux syndicats. Dès la fin de l'année 1935, c'est Clémentine Barthez qui prend la direction du syndicat, Elle est rapidement remplacée, quelques mois plus tard, par Marie-Jeanne Guy, militante confédérée et conseillère départementale⁵. Le SNI qui regroupe 832 adhérents en 1936⁶ subit une baisse de ses effectifs, ce qui semble attester du départ d'une partie des anciens amicalistes⁷. Ceci étant dit, la dynamique du Front populaire inverse rapidement la tendance avec une augmentation importante des adhérents qui passent à 943 en 1937 à 1040 l'année suivante⁸.

Durant la première année d'existence du syndicat, l'École émancipée reste au deuxième plan. Opposé au rapport moral national, Marcel Valière est minoritaire lors de l'assemblée générale de 1936 sur cette position⁹. En janvier 1937, quand est évoqué le renouvellement partiel du conseil syndical, alors qu'il y a onze candidats pour dix postes, il préfère retirer sa candidature¹⁰. Pour autant, les choses évoluent rapidement en faveur du groupe de l'École émancipée. Dès l'assemblée générale de 1937, le rapport moral national est repoussé. Cette influence grandissante de la tendance se mesure lors du renouvellement du conseil syndical. En effet, traditionnellement, depuis la création du SNI, les candidatures sont individuelles. Si les candidats communistes et une partie de l'ancien conseil syndical restent dans cette tradition, sept candidats optent pour une liste regroupant les tenants de l'École émancipée et ceux de la mouvance *Syndicats* avec des candidats issus soit de la CGTU tels Marcel Valière ou de la CGT comme Berthe Aléa ou René Daumas. Se déclarant, dans leur profession de foi, de la « la tradition du syndicalisme d'avant-guerre (...) de l'indépendance des partis et des

1 *L'Hérault enseignant*, n°138, juillet 1933.

2 *L'Hérault enseignant*, n°144, avril 1934.

3 La liste unique comprend, pour le collège des instituteurs, un candidat de chaque syndicat. On observe seulement 29 voix d'écart entre les deux, résultat qui tendrait à démontrer que le principe de l'unité d'action n'est plus que marginalement contestée au sein du SNI à cette période.

4 Notamment des constats tels que celui que dresse Jean Sagnes évoquant, à propos du syndicalisme confédéré, « des hommes sérieux, pondérés et d'une grande timidité devant l'action », in Jean Sagnes, *op. cit.*, p 245.

5 Clémentine Barthez devient membre du cabinet de Suzanne Lacorre, sous-secrétaire d'Etat à la Protection de l'Enfance

6 Chiffres tirés de Jacques Girault, « Quelques aspects du syndicalisme chez les instituteurs du Languedoc-Roussillon du Front populaire à la guerre », in *Économie et société en Languedoc-Roussillon de 1789 à nos jours*, Montpellier, Université Paul Valéry, 1978, pp. 321-334.

7 En données brutes, il s'agit d'une perte de quelques dizaines de membres, mais les départs sont plus conséquents puisqu'il faut rajouter aux effectifs initiaux du SNI ceux de la CGTU avec la fusion.

8 Jacques Girault, *op. cit.*

9 *École syndicaliste*, n°10, juillet 1936. *L'École syndicaliste* est, depuis la fin de l'année 1935, le nouveau nom du bulletin départemental.

10 *École syndicaliste*, n° 14 janvier 1937.

sectes, opposés à tous les dogmes »¹ ils attaquent par ailleurs frontalement les communistes. Bien évidemment, ces derniers réagissent vigoureusement à cette attaque. Au conseil syndical suivant, ces derniers interpellent notamment Marcel Valière dans ces termes : « C'est aussi la politique de la main tendue que tu pratiques, la main tendue aux socialistes »², attaquant l'anticommunisme de leur déclaration commune.

Dès 1938, dans un bureau dirigé désormais par André Vidal, Marcel Valière devient secrétaire adjoint du syndicat. En assemblée générale, cette nouvelle majorité obtient un soutien massif dans son opposition au rapport moral national du SNI, défendant une ligne laïque des plus offensives : « Valière et la camarade Barthez sont partisans de l'ultimatum. Ils pensent même qu'il ne faut pas se borner à l'école mais que la laïcité est un problème plus vaste ; il faudrait mettre en demeure les organisations du Front populaire d'avoir à cesser leurs relations avec les JAC, JEC et autres organisations confessionnelles, ennemies de l'école laïque et de ses maîtres »³. Les rapprochements entre *École émancipée* et les non communistes reste néanmoins encore précaire. En effet, le syndicat doit gérer une crise ouverte, dès la fin de l'année 1938 consécutive à la grève du 30 novembre. Alors que 300 syndicalistes ont fait la grève et que 84 instituteurs subissent des sanctions⁴, l'assemblée générale et les réunions du conseil syndical montrent des clivages importants sur l'attitude des différents responsables et la légitimité de la grève. À l'initiative de Charles Alliès, opposé à la grève et qui ne l'a pas faite, cinq élus démissionnent alors du conseil syndical. A contrario, si Marcel Valière conteste l'ambiguïté du mot d'ordre de la CGT, il défend la discipline syndicale et conteste dès lors l'attitude des non grévistes. Lors du renouvellement du conseil, au début de l'année 1939, ce sont désormais trois listes, institutionnalisant ainsi les trois lignes adoptées pendant les événements de 1938, qui sont présentées aux adhérents : celle des communistes, celle de l'*École Émancipée* intitulée « Indépendance et action syndicale », et enfin une liste menée par Charles Alliès, regroupant essentiellement des militants SFIO. La majorité relative de l'Ecole émancipée, titulaire de 6 des 13 sièges à l'issue du scrutin, ne remet pas en cause l'orientation du syndicat dans l'Hérault. Au contraire, comme le note Jacques Girault, la tendance sort renforcée, 8 mandats sur les 11 attribués à l'Hérault en 1939 allant, au congrès, à la motion de l'Ardèche. Malgré la crise suscitée par la grève de 1938, la légitimité de la direction *École émancipée* n'est pas remise en cause. Elle l'est d'autant moins que la SFIO est dans l'incapacité de regrouper ses militants qui se retrouvent divisés sur deux listes. En effet, une forte minorité des cadres du conseil syndical militent à la SFIO. Pour autant, ce parti est divisé sur ses rapports avec l'*École émancipée*. La liste de cette tendance est composée en grande partie de syndicalistes militants SFIO (Madeleine Laissac, Clément Roucayrol, André Lafuma, Madeleine Barthez...) alors que les autres élus socialistes figurent sur la liste Alliès. Appuyée par l'aile gauche de la SFIO, l'*École émancipée* peut donc, jusqu'à la guerre, diriger la section de l'Hérault. Jusqu'aux débuts des hostilités, la section de l'Hérault se caractérise dès lors par des prises de positions radicales. Au-delà d'un anticléricalisme certain, elle défend un pacifisme farouche, allant jusqu'à boycotter l'enseignement de la défense passive ou boycotter les instituteurs officiers de réserve.

Avec l'émergence du régime de Vichy, le SNI est rapidement dissous, ses biens saisis. Au-delà, le nouveau régime ne se contente pas de remettre en cause le syndicalisme, il entend aussi battre en brèche un certain nombre d'influences dans le milieu enseignant. Les instituteurs les plus éprouvés sont bien évidemment les communistes qui subissent les peines les plus lourdes puisque les quatre militants membres du conseil syndical perdent leur emploi⁵. La seconde catégorie la plus touchée est celle des franc-maçons, déclarés démissionnaires d'office⁶. Enfin, la majorité des dirigeants du bureau du syndicat subissent des déplacements d'office liés principalement à leurs activités antérieures. Il est à noter qu'en 1940, l'Inspecteur d'Académie justifie ces déplacements essentiellement au regard de leur activité syndicale, dans une section qu'il caractérise par « une attitude particulièrement

1 *École syndicaliste*, n°24, janvier 1938.

2 *École syndicaliste*, n°25, février 1938

3 *École syndicaliste*, n°30, juillet 1938.

4 Jean Sagnes, *op. cit.*, p. 385.

5 Arch. départ. de l'Hérault, 927 Wp 523. Il s'agit de Biscarlet, Fabre, Gautrand et Raynal. P. Alquier préfère demander sa mise à la retraite.

6 La mesure ne touche qu'un membre du conseil syndical.

ardente »¹. Sauf exception, ces nominations se font dans le département². Cette politique répressive n'aboutit pas à remettre en cause par la suite l'influence future de l'*École émancipée* dans le département, bien au contraire ! En effet, cette répression vichyste touchant les cadres du syndicat ne fit que renforcer, à la Libération, leur légitimité. Ce phénomène est d'autant plus marqué que, comme le constate le secrétaire général de la police, « dans les milieux de l'enseignement primaire, qui était acquis à la cause de la Résistance, on ne note aucune adhésion aux groupes antinationaux »³. Au contraire, quelques responsables du syndicat jouent un rôle actif dans la Résistance. C'est particulièrement le cas de Marcel Valière, l'un des responsables régionaux du mouvement *L'Insurgé*. Recherché par la Gestapo, il rentre dès 1944 dans la clandestinité après une demande de congé pour convenances personnelles. Sa situation lui permet dès lors de jouer un rôle clef dans l'organisation du SNI clandestin : « Mes nombreux déplacements (...) me permirent de continuer ma propagande dans les milieux enseignants principalement, de participer à la reconstitution des sections clandestines du Syndicat national des instituteurs, dans l'Oise notamment. Avec Llado⁴ des F.F.I., nous reconstituâmes, au cours d'une réunion clandestine à Rodez, les sections du Syndicat national des Instituteurs des cinq départements de la région et devînmes membres du Bureau national du S.N.I. »⁵

De 1945 à 1947, c'est Marcel Valière qui prend en charge la direction de la section départementale devenant le premier ancien unitaire à prendre la tête du syndicat alors que dans le même temps, André Vidal reste, redevient quant à lui secrétaire de la fédération départementale des fonctionnaires CGT. Proche des mouvances troskyste et anarcho-syndicaliste, des anciens pivertistes côtoyés dans le mouvement de résistance *L'Insurgé*, de l'aile gauche de la SFIO, Marcel Valière ne s'appuie pas seulement sur l'aile la plus à gauche du syndicat pour structurer sa majorité. Très rapidement, cette dernière est consolidée par le soutien des cadres de la fédération socialiste dont les principaux responsables, dans la Résistance et à la Libération, se sont heurtés rudement aux communistes⁶. Plus encore qu'avant-guerre, l'anti-communisme est l'un des ciments les plus solides de la coalition en charge du syndicat. Cette stratégie de la SFIO n'est pas sans conséquence. D'une part, les communistes restent durablement isolés dans le SNI. D'autre part, c'est l'acceptation du *leadership* de l'*École émancipée* sur le syndicat, même de la part des soutiens de la direction nationale du SNI. En contrepartie de ce soutien, l'*École émancipée* accepte le principe d'un bureau départemental hétérogène. Pour autant, le constat est qu'au sein du syndicat, seule la tendance *École émancipée* peut être même de contrebalancer la tendance communiste. C'est en assemblée générale du syndicat que le constat est le plus frappant puisque très rapidement la tendance nationalement majoritaire n'est même plus défendue, laissant en face à face *École émancipée* et communistes⁷.

Les contours de cette majorité s'expliquent enfin d'autant mieux que parallèlement à cette reconstruction syndicale, la période de la Libération et de l'immédiat après-guerre connaît une montée en puissance des enseignants de la SFIO dans l'appareil du parti et dans le système électoral⁸. Dès 1945, l'ancien conseiller syndical Charles Alliès, après avoir participé à la reconstitution du SNI, devient secrétaire fédéral de la SFIO et conseiller général. Au sein de l'Assemblée départementale, il retrouve deux autres instituteurs socialistes, Raoul Bayou, conseiller syndical à la Libération et

1 Lettre de l'inspection d'Académie de l'Hérault à son homologue du Gard du 19 septembre 1940. Arch. départ. de l'Hérault, 474 W 8.

2 La seule exception est celle d'André Vidal nommé dans le Gard. Arch. départ. de l'Hérault, 474 W 8.

3 Lettre du secrétaire général de la police au commissaire de la République du 22 décembre 1944. Arch. départ. de l'Hérault, 1000 W 337.

⁴ Achille Llado (1912-1984), originaire des Pyrénées-Orientales, socialiste avant 1939, communiste de 1944 à 1956, était alors en poste en Aveyron. Résistant très actif de ce département, Llado fut très proche de Louis Torcatis (1904-1944), des Pyrénées-Orientales, clandestin dans l'Aveyron, chef des CFL de la R3. Voir la biographie de Llado par André Balent in *DBMOF*, t. 35, 1989, p. 8.

⁵ Témoignage du 24 février 1953 paru dans Marie-France Fugère, *Mémorial de l'Insurgé*, Lyon, 1968.

⁶ Nous renvoyons notamment à notre contribution "Résistance et pouvoirs dans l'Hérault" in *La résistance en Europe du Sud*, J.-M. Guillon (dir.) Paris, L'Harmattan, 1999.

⁷ Entretien Roger Drouillon, ancien conseiller syndical du SNI.

⁸ Jacques Girault, « La SFIO et le monde enseignant », in Serge Berstein, Frédéric Cépède, Gilles Morin, Antoine Prost (Dir.), *Le parti socialiste entre résistance et République*, Paris, Publications de la Sorbonne, 2000, pp. 293-306 ; Frédéric Sawicki, « Les socialistes » in Jean-Jacques Becker, Gilles Candar (dir.), *Histoire des gauches en France au XX^e siècle*, Paris, La Découverte, 2004, pp. 27-50.

Madeleine Huc qui le fut de 1938 à 1940. Dans le parti, le constat est encore plus frappant, avec Madeleine Laissac, secrétaire fédérale adjointe puis maire de sa commune alors que nombre d'instituteurs assument dans le parti des fonctions de propagande ou des secrétariats de sections. Cette aspiration d'une partie des cadres syndicaux SFIO vers des fonctions partisans ou électives ne peut que renforcer la légitimité des cadres syndicaux de *L'École émancipée* au sein du SNI.

Au-delà du seul syndicat, *L'École émancipée* développe par ailleurs de nouvelles positions institutionnelles. C'est notamment le cas avec la création de la MGEN créée en 1947 et investie dès ses débuts par les responsables de la tendance, qu'il s'agisse de Marcel Valière qui en devient le directeur ou de François Laval qui en prend la présidence. Cette institutionnalisation des ressources maîtrisées par la tendance n'édulcore cependant en rien les positions défendues par *L'École émancipée*. Dès 1946, son porte-parole local et national, Marcel Valière intervient au congrès national de la CGT pour remettre en cause l'attitude des dirigeants communistes de la CGT et leur stratégie de collaboration de classes¹. Il ne dit pas autre chose, quelques mois plus tard lors du congrès départemental de la CGT insistant sur la nécessité « de mener la lutte des classes dans l'indépendance du syndicalisme au besoin contre les partis et contre le gouvernement »². Ces attaques, au nom du syndicalisme révolutionnaire restent, jusqu'à la scission syndicale, la marque de fabrique d'une posture idéologique qui se perpétuera au sein de la FEN quelques mois plus tard.

De 1936 à 1947, *L'École émancipée* s'est progressivement imposée comme l'axe de la majorité du SNI héraultais. Produit de la rencontre de deux tendances d'organisations syndicales longtemps antagonistes, elle doit aussi son audience à des facteurs endogènes – dirigeants locaux notamment – mais aussi exogènes – incapacité des partis traditionnels de la gauche à s'opposer à son émergence. Ce n'est pas enfin le moindre des paradoxes de voir, dans l'Hérault, la consécration de la tendance la plus révolutionnaire grâce aux stratégies d'alliances implicites avec un parti, la SFIO, qui affiche de plus en plus clairement, dès 1945, ses pratiques réformistes...

Olivier DEDIEU

* * *
*

JOURNÉE D'ÉTUDES « CATALANS DU NORD ET LANGUEDOCIENS ET L'AIDE À LA RÉPUBLIQUE ESPAGNOLE (1936-1946) », PERPIGNAN, 7 FÉVRIER 2009.

Le 7 février 2009, l'« Association Maitron Languedoc-Roussillon », avec le soutien de la mairie de Perpignan et le laboratoire CRHiSM (Centre de recherches historiques sur les sociétés méditerranéennes) de l'Université de Perpignan, a organisé cette journée d'étude, la première, on l'espère d'une longue série. À la chapelle du Couvent des Minimes, nous avons opté pour une présentation bilingue (français et catalan), marquant aussi par là la volonté d'alterner la participation des historiens des deux côtés de la frontière. Quel meilleur endroit que Perpignan, en effet, pour aller au-delà d'effets frontières qui nuisent tant à la possibilité d'instaurer de féconds dialogues entre chercheurs de nos deux pays ?

La journée a multiplié les aspects historiques de cette question, souvent à partir d'approches et, surtout, d'archives inédites. Du point de vue politique, Pierre

1 Intervention reproduite dans Henri Féraud, Henri Vidalenche, « Notre ami Marcel Valière, militant du syndicalisme révolutionnaire lutte de classe », op. cit., p. 30-33.

2 Note de police du 10 mars 1947, Arch. départ. de l'Hérault, 12 W 734.

Chevalier a rappelé l'action de Jean Rous, envoyé spécial de Trosky auprès du POUM. André Balent présenta, à partir des enquêtes archivistes et orales, une analyse fine des réseaux clandestins d'aide à la République espagnole en Catalogne du Nord. Moins médiatisée que l'exemple des Brigades internationales, cet aspect de la mobilisation fut tout aussi fondamental pour permettre l'effectivité de l'aide à la République espagnole. Sortant des Pyrénées-Orientales, Fabien Nicolas mit en avant l'ambivalence des radicaux de gauche face à ces questions, qu'il s'agisse de la période de la guerre ou celle de l'accueil des réfugiés. Par là, cette posture des radicaux montra les difficultés de positionnement des radicaux au sein de la gauche méridionale, notamment par rapport au PC. Paul Tirand choisit lui de mettre l'accent sur ce que put être l'aide des obédiences maçonniques de la région face à la guerre d'Espagne. À l'appel de leurs frères espagnols, ses travaux montrèrent l'action volontariste des maçons de la région, quelque soit le positionnement de leur obédience nationale. Enfin, pour rester dans le champ associatif, Pierre Grau mit en lumière l'action des mouvements intellectuels méridionaux, notamment autour du Félibrige, marquant là la continuité des relations entre mouvances occitanes et catalanistes. Du côté de la Catalogne espagnole, Josep Maria Solé Sabaté présenta ses recherches sur ce que fut la réalité des engagements des exilés catalans et espagnols en France. Évoquant la diversité des trajectoires, il mit en avant la nécessité la difficulté à trouver des sources permettant de mesurer plus finement ce que fut l'histoire de ces exilés, la complexité de leurs parcours ainsi que leur apport en France. Enfin, Queralt Solé i Barjau et de l'Université autonome de Barcelone, retracèrent l'histoire méconnue du comité national catholique de secours aux réfugiés de L'Espagne, organisation au sein de laquelle les Catalans jouèrent un rôle moteur. Enfin, Berenguer Becat présenta la production cinématographique de la CNT-FAI au début de la guerre civile.

Pour finir cette journée, et dans la continuité de cette dernière intervention, deux films furent projetés, l'un de Louis Llech sur la Retirada, récemment restauré par l'institut Jean- Vigo de Perpignan, l'autre de Félip Solé, *Tarasca*, diffusé en 2002.

Pour conclure, une journée d'études riche par ses approches, montrant par là même la nécessité de prolonger les champs d'investigation autour d'une question dont nous sommes loin d'avoir fait le tour... Les Actes de la journée seront publiés fin 2009 aux Presses universitaires de Perpignan, en co-édition avec la mairie de Perpignan.

Olivier DEDIEU

ACHETEZ LES VOLUMES PARUS DU MAITRON

5^e PARTIE : DE 1940 À 1968

***Dictionnaire biographique du Mouvement ouvrier,
mouvement social***

Tome 1 : de A à Bek

Tome 2 : de Bel à Bz

Tome 3 : de Ca à Cor

Tome 4 : de Cos à Dy

**SOUSCRIVEZ AU TOME 5 (PARUTION, Septembre 2009)
ET AUX VOLUMES SUIVANTS**

**CHAQUE TOME COMPREND UN VOLUME PAPIER (650
NOTICES, ENVIRON) ACCOMPAGNÉ D'UN CÉDÉROM
COMPRENANT ENVIRON 1800 NOTICES
SUPPLÉMENTAIRES. PRIX : 75 €**

***Le Maitron est publié aux Éditions de l'Atelier, 51-55 rue Hoche
94200 – Ivry-sur-Seine
www.editionsatelier.com***

Le tome 5 (E à Ge) sera mis en vente en septembre 2009.

Consultez également le site du « Maitron » : www.maitron.org